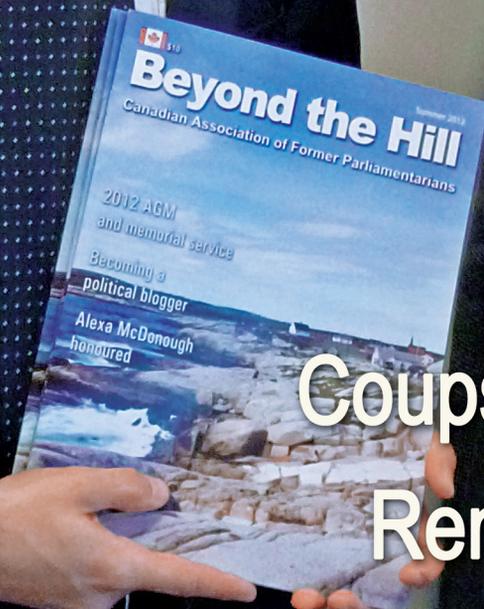


 \$10

HIVER 2013

Suite à la Colline

Canadian Association of Former Parliamentarians



Visite en Turquie
Coups bas en politique
Rencontre à Québec
Hommage

Visite d'étude en Turquie



Cérémonie de dépôt de couronne à Anitkabir.



À gauche : Paul et Sandra Hellyer.

En bas : Vim Kochbar et Audrey McLaughlin.

En bas à gauche : Dawn Black et Lynn Hunter.



Margaret et Ron Irwin.



Marlene Shepherd et Francis LeBlanc.



Marlene et Ron Catterall.

Léo Duguay signe le livre d'or du Musée des civilisations anatoliennes.



Suite à la Colline

Association canadienne des ex-parlementaires

Volume 9, Numéro 1

HIVER 2013

DANS CE NUMÉRO

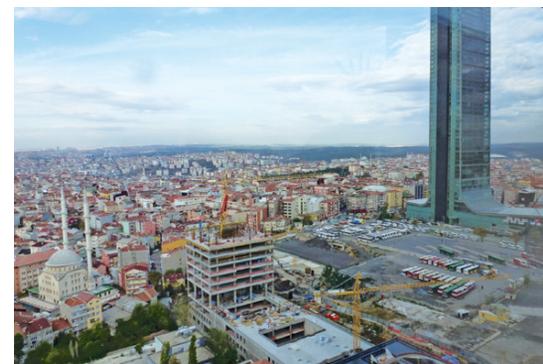
| | | | |
|---|----|--|----|
| Le mouvement « Idle No More » Par Dorothy Dobbie | 4 | Don le musicien | 21 |
| Sous le regard du président Par Léo Duguay | 5 | Souvenirs Royaux Par Harrison Lowman | 22 |
| Rapport du directeur exécutif Par Jack Silverstone | 6 | L'Amicale Par Francis LeBlanc | 23 |
| La démocratie s'apprend sur les bancs d'école Par Mike Power | 6 | Les coups bas en politique Par Harrison Lowman | 24 |
| Que sont-ils devenus, nos stagiaires? Par Will Stos | 7 | Les adieux de Michael Meighen Par Peter Mazereeuw | 25 |
| Jours heureux dans la ville de Québec Par Mike Power | 8 | Obtenir l'information dont on a besoin Par Hon. John Reid | 26 |
| Les nouveaux et anciens édifices du Parlement Par Harrison Lowman | 10 | Une expérience explosive au club sportif Par Geoff Scott | 27 |
| La Brockville Infantry célèbre son 150e anniversaire Par Harrison Lowman | 12 | Le pouvoir du secret Par Peter Mazereeuw | 28 |
| Dîner de l'ACEP sur la liste des soirées les plus réussies | 13 | Sur les étagères Par Jack Silverstone | 29 |
| Service commémoratif 2013 Par Harrison Lowman | 14 | Rester en contact Par Harrison Lowman | 30 |
| Voyage en Turquie Par Francis LeBlanc | 16 | Sur les étagères Par Peter Adams | 32 |
| Le périple des stagiaires parlementaires Par Rebecca Katz, Norah Kielland, Katie Meredith, Francis Perreault, et Zoe Savage | 20 | Passages politiques Par Will Stos | 34 |
| | | En terminant, monsieur le président Par Keith Penner | 38 |



Wendy Lill et Richard Starr.



Défilé de mode chez un fabricant de cuir d'Istanbul.



Istanbul vue du Consulat canadien.



Shawn Steil, consul et délégué commercial principal du Canada, et Léo Duguay, au Consulat canadien à Istanbul.

Rédactrice en chef
Dorothy Dobbie

Rédacteur associé
Keith Penner

Stagiaires en rédaction
Will Stos, stagiaire principal; Harrison Lowman, Peter Mazereeuw, Mike Power

Comité de rédaction
Bill Casey, Dorothy Dobbie, Simma Holt, l'hon. Betty Kennedy, Keith Penner, l'hon. John Reid, Doug Rowland, Geoff Scott

Comité de rédaction émérite
l'hon. Jim Fleming, Claudy Lynch

Collaborateurs
l'hon. Peter Adams, l'hon. Don Boudria, Dorothy Dobbie, Léo Duguay, Jenny Ford, Francis LeBlanc, Keith Penner, l'hon. John Reid, Jack Silverstone

Adjointes à la production
Céline Brazeau-Fraser, Charis Hernandez, Colby Marjerrison, Susan Simms

ISSN
1920-8561

Mission

Suite à la Colline, une revue pour les parlementaires, est conçue de façon à faire participer ses lecteurs, à les informer et à les tenir au courant des activités des autres lecteurs, de leur Association et de sa Fondation pour l'éducation. Elle a pour objectif d'encourager la participation au sein de l'Association et de promouvoir la démocratie. Les opinions exprimées dans cette publication par nos collaborateurs ne représentant pas nécessairement celles de l'ACEP ou de sa Fondation pour l'éducation. L'équipe de *Suite à la Colline* vous invite à lui adresser vos lettres, vos textes et vos suggestions à C.P. 1, 131, rue Queen, Chambre des communes Ottawa (Ontario) K1A 0A6 Téléphone : 1-888-567-4764; Télécopieur : 613-947-1764; courriel : exparl@parl.gc.ca; Site Web : www.exparl.ca. *Suite à la Colline* est publiée sur une base trimestrielle.

Idle no more

C'était une journée d'hiver typique de Winnipeg, avec des températures oscillant autour de moins vingt et des rafales de neige qui nous fouettaient le visage. Il était sept heures du matin, et Glenn et moi revenions à la maison après une heure d'entraînement intensif au Re Fit Centre. Soudainement, nous nous sommes retrouvés au beau milieu d'un embouteillage dans ce coin habituellement calme du quartier huppé de Tuxedo. Nous n'avons pas tardé à comprendre pourquoi : des manifestants bloquaient l'intersection, ne laissant passer qu'une ou deux autos à la fois.

« Fichez le camp, bande de fainéants », hurla une voix rauque. « Retournez dans votre trou perdu ». Les invectives fusaient, dans une langue pas mal moins polie. Les manifestants venaient de se faire voler la vedette par un manifestant anti-manifestation.

Comme je baissais la glace de ma portière pour mieux voir ce qui se passait, quelqu'un me mit une boîte sous le nez : « Voulez un biscuit? Prenez un biscuit ».

Ne voulant pas de biscuit, j'ai donc refusé poliment. En revanche, je voulais savoir qui organisait l'événement. Il y avait bien des pancartes Idle No More, le slogan du mouvement de protestation autochtone, mais c'était difficile de s'y retrouver parce qu'il n'y avait pas un seul visage autochtone dans la foule de manifestants, fort bien vêtus, au demeurant. Des blancs, bien nantis à en juger par leurs manteaux griffés, occupaient la rue! La manifestation ne semblait pas viser d'objectif précis, à l'instar du mouvement Occupy.

Personne ne scandait « Une nouvelle entente pour les Indiens » ni « Mettons fin à la misère dans les réserves » ni même « La Loi sur les Indiens, à la poubelle ». En fait, les manifestants ne revendiquaient pas grand chose, ils ne faisaient que bloquer la circulation et offrir des biscuits.

Les manifestations se poursuivent toujours. Aujourd'hui, 16 janvier, CTV News a annoncé que « les chefs et activistes des Premières Nations » avaient bloqué la voie ferrée du CN, près de Portage la Prairie (Manitoba). « Percy Ballentine », selon d'autres reportages, « un survivant des pensionnats, a dit qu'il était prêt à mettre sa vie en jeu dans le but de protéger l'environnement, ses enfants, ses petits enfants et tous ceux qui vivent au Canada ». De bien nobles sentiments, mais rien de vraiment substantiel. Il semble que ce soit ce genre de mouvement.

Quelle est donc la substance des revendications? Cette vague de protestation semble être rien de plus qu'une de ces mouvances qui refont surface de génération en génération, mais qui ne mènent nulle part. En fait, le message que les manifestants, qu'ils soient blancs ou autochtones, transmettent est

le suivant : « Les gens sont mécontents de constater que le fossé entre les très riches et ceux qui ont tout juste de quoi survivre ne cesse de se creuser ».

De toute évidence, les manifestants veulent des réponses, mais ils ne posent pas les bonnes questions.

Durant les deux années où j'ai été secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord, j'ai eu amplement le temps d'étudier les problèmes et de réfléchir à des solutions.

Le cœur du problème, c'est le système d'assistance sociale. Ce système étouffe l'esprit d'initiative, tue le sentiment de fierté, éteint la vie. L'aide sociale a les mêmes répercussions sur tout le monde, qui que vous soyez. Le gouvernement fédéral et les Premières Nations de ce pays doivent commencer par admettre cette réalité, puis négocier une nouvelle entente fondée sur des transactions qui favorisent le respect mutuel.

Première constatation : nous avons déjà reconnu que nous nous sommes approprié le territoire et que nous devons payer pour cela. La question qu'il faut se poser, c'est comment? La réponse est la suivante : il faut changer notre système paternaliste débilisant, en vertu duquel nous « donnons » des ressources (avec ressentiment la plupart du temps) et distribuons au compte goutte l'argent que nous avons « gagné » à la sueur de notre front.

Au lieu de cela, pourquoi ne pas simplement payer en fonction de notre utilisation du territoire? À compter d'aujourd'hui, nous pourrions établir une nouvelle redevance sur toutes les matières premières extraites du sol. Cette redevance pourrait même être imposée à la compagnie (souvent étrangère) qui extrait la ressource, afin que les contribuables (et la stigmatisation que vivent les assistés sociaux) ne soient plus associés à l'argent. Ces droits d'utilisation pourraient ensuite être considérés au même titre que n'importe quel droit exigé sur les profits générés par un produit. En tant que groupe, les Premières Nations pourraient devenir milliardaires et exercer un pouvoir beaucoup plus grand.

À mon avis, il faut renvoyer chez eux les blancs et leurs biscuits. Établissez un plan d'action et formulez clairement vos attentes. Reconnaissez que vous devez d'abord abolir la Loi sur les Indiens. Or, c'est à vous d'en prendre l'initiative, de le faire à votre propre rythme, petit à petit, jusqu'à ce que vous retrouviez votre indépendance et votre liberté.

Idle no more? Vous voulez bouger? Bravo, mais assurez-vous que cette agitation donne des résultats.

Dorothy Dobbie a été secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien de 1989 à 1991.



Sous le regard du président

Chaque fois que je m'installe pour écrire ma chronique, je suis agréablement surpris de me rappeler tout ce qui se déroule au sein de notre association.

Des Turcs, aux Incas aux ours polaires

Je suis ravi de vous apprendre que notre voyage d'études en Turquie a été couronné de succès, à l'instar de notre premier voyage en Australie et en Nouvelle-Zélande. Les participants ont eu l'occasion d'échanger concrètement avec certains députés turcs, en plus de faire du tourisme. Un rapport détaillé à ce sujet se trouve dans le présent numéro de Suite à la Colline.

Pour 2013-2014, nous examinons actuellement la possibilité d'explorer la culture inca au Pérou et d'étudier l'économie florissante du Chili. Étant donné que ce voyage se déroulerait dans l'hémisphère sud, nous prévoyons le faire en janvier 2014 pour visiter ces pays au moment où la température est plus chaude. Les gens qui désirent avoir plus de détails concernant le voyage devraient rester à l'affût des renseignements inclus dans le magazine et les autres envois postaux.

Nous avons hâte à notre réunion régionale en 2013 qui se tiendra à l'automne à Winnipeg; nous en profiterons également pour faire une visite touristique à Churchill, au Manitoba étant donné que ce sera la saison des ours polaires. Ce sera l'endroit le plus au nord du pays que l'ACEP aura visité dans le cadre d'une réunion régionale; ce voyage promet d'offrir des paysages stupéfiants et une expérience mémorable à nos membres.

Notre dîner annuel : un succès et un gage de plaisir

Le 8e dîner annuel Douglas C. Frith en vue d'amasser des fonds pour la Fondation pour l'éducation a de nouveau été un succès retentissant. Mark Cohon, le commissaire de la LCF, a dressé un parallèle des plus intéressants entre le succès sur le terrain de football, le succès en tant que parlementaire et le succès dans la vie. Beaucoup de gens se sont déplacés, et nous avons reçu de très bons commentaires de la part des participants. Je suis ravi de vous annoncer que tous nos commanditaires nous ont confirmé leur participation l'année prochaine.

La Semaine de la démocratie

Comme vous le savez, l'Association continue d'entretenir une relation avec les présents députés et sénateurs qui deviendront nos futurs membres. Une réception organisée à l'occasion de la rentrée parlementaire a attiré plus de 100 invités, et nous espérons qu'il y aura d'autres occasions pour les parlementaires et les ex-parlementaires de se réunir. Nous collaborons avec Élections Canada pour promouvoir l'apprentissage de la démocratie au Canada dans le cadre de la Semaine de la démocratie. J'ai eu le privilège de participer à une discussion à Ottawa (consulter l'article dans le présent numéro de Suite à la Colline), et d'autres membres ont participé à des événements organisés au pays. J'ai assisté à une rencontre à Washington de toutes les agences qui s'occupent de la supervision des élections dans le monde. Je me suis entretenu en privé avec des membres de l'Institut national démocratique, de l'Institut républicain international et du House Democracy Partnership en vue d'examiner la possibilité d'accroître la participation d'ex-parlementaires canadiens aux activités internationales relatives à l'épanouissement de la démocratie et à la supervision des élections.

Souvenons-nous et merci à l'hon. Bill Romkey

Enfin, notre association a poursuivi la tradition en déposant le 11 novembre dernier devant le Cénotaphe une couronne de fleurs au nom de l'Association. L'hon. Bill Romkey a présenté la couronne au cours d'une cérémonie visant à honorer le souvenir de ceux qui ont servi notre pays.

Léo Duguay
Président





Rapport du directeur exécutif

Visite en Turquie, dîner-bénéfice,
réunion régionale et changements au sein du personnel

Par Jack Silverstone

Je souhaiterais remercier sincèrement tous ceux et celles qui ont participé à notre deuxième visite à l'étranger. Cette année, nous avons profité de nos visites des lieux culturels, historiques et archéologiques de la Turquie pour prendre langue avec les parlementaires turcs actuels et anciens. Nous tenons à souligner le travail de l'ambassadeur John Holmes et de son personnel à l'ambassade canadienne d'Ankara et à notre consulat à Istanbul. Ils nous ont donné des séances d'information fort utiles. J'espère que nous avons atteint notre objectif, soit de profiter de nos visites dans les points d'intérêt pour discuter avec nos collègues parlementaires turcs et examiner exhaustivement avec eux les enjeux bilatéraux et régionaux en matière de politiques.

Dîner-bénéfice annuel

Avant notre départ pour la Turquie, nous avons, de concert avec la Ligue canadienne de football, tenu notre dîner-bénéfice annuel au profit de la Fondation pour l'éducation. L'activité s'est déroulée au Château Laurier et s'est révélée un succès retentissant, au

ravissement des centaines d'invités et de commanditaires. Ce fut magnifique d'avoir la Coupe Grey dans la salle de bal. Il fut intéressant de voir le nombre de parlementaires actuels et anciens qui ont été soit des joueurs, soit des dirigeants dans la LCF. Je tiens à remercier Mark Cohan, commissaire de la LCF, qui a prononcé un discours inspirant et divertissant sur les cents années de la Coupe Grey.

Politique en matière d'investissement

Toujours à propos de la Fondation pour l'éducation, son conseil d'administration travaille à l'élaboration d'une politique exhaustive d'avant-garde en matière d'investissement, en vue d'assurer l'indépendance et la viabilité à long terme de l'organisation. Nous escomptons mettre en œuvre des mesures pour que, sous peu, la fondation obtienne des fonds de dotation.

Protocole d'entente avec l'École de la fonction publique du Canada

Je suis également heureux de signaler qu'un protocole d'entente a été conclu avec l'École de la fonction publique du Canada, ce qui permettra d'asseoir d'une façon plus

prévisible les relations importantes que nous avons nouées avec cet établissement.

Réunion régionale

Beaucoup de gens ont participé à la réunion régionale qui s'est tenue en septembre à Québec. Tous ont pu admirer la beauté magnifique de cette capitale provinciale très particulière. La plupart de nos séances se sont déroulées dans les locaux de l'Assemblée nationale au charme incomparable et empreints d'histoire. Après la réunion, nous avons profité d'une journée ensoleillée mais fraîche pour visiter l'Île d'Orléans, autre lieu historique. Tous ont pu admirer un autre aspect du charme caractéristique de la province.

Initiative mondiale pour la démocratie

Par téléconférence avec l'Association des ex-membres du Congrès américain à Washington et l'Association européenne des anciens parlementaires à Bruxelles, j'ai examiné les mesures pour mettre en œuvre l'Initiative mondiale pour la démocratie (IMD), qui prendra le relais de l'Institut international des observateurs électoraux. Nous travaillons à l'élaboration du matériel

La démocratie s'apprend sur les bancs d'école

Par Mike Power

La Semaine canadienne de la démocratie est un événement auquel l'Association est toujours fière de participer. Fidèle à cette tradition, le président de l'ACEP, Léo Duguay, s'est joint à un groupe spécial de chefs de file canadiens en matière d'éducation civique dans le cadre d'une discussion qui s'est tenue le 19 septembre, au Centre de conférences du gouvernement à Ottawa.

Le groupe spécial, modéré par le jeune conseiller de la ville d'Ottawa, Mathieu Fleury, comprenait Marc Mayrand, directeur général des élections du Canada; Paul Taillefer, président de la Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants; Jeremy Diamond, directeur du

développement et des programmes de l'Institut Historica-Dominion; et Taylor Gunn, président du programme Vote étudiant de CIVIX.

Les experts du groupe ont parlé aux étudiants du Teachers' College de l'Université d'Ottawa au sujet de l'importance d'inculquer des valeurs démocratiques aux élèves des écoles primaires et secondaires du Canada.

« C'était vraiment génial d'entendre le directeur général des élections », a affirmé Phil Crichton, un des étudiants du Teachers' College. « Notre professeur a dit que notre présence était obligatoire, alors j'espère qu'un plus grand nombre de mes camarades de classe prendront conscience de l'importance d'enseigner l'éducation civique. »

Léo s'est servi de son expérience à ti-

tre d'éducateur pour interpeller les étudiants présents dans la salle et leur fournir d'importants conseils sur la façon d'enseigner la démocratie à l'école. Il a parlé du programme de l'ACEP pour les écoles dans le cadre duquel des ex-parlementaires se rendent dans des écoles partout au pays afin de parler des élections, de la démocratie et de l'importance de s'impliquer.

Taylor Gunn de CIVIX a discuté, quant à lui, du programme Vote étudiant. Il s'agit d'une élection parallèle destinée aux élèves du primaire et du secondaire, qui coïncide avec les élections officielles. Non seulement ce programme fait participer les élèves à des élections dans lesquelles ces derniers ne se feraient pas entendre autrement, mais il sert aussi de rappel aux parents pour qu'ils aillent voter.



Julie Mertens.

promotionnel qui aidera la nouvelle organisation à acquérir des fonds. C'est toujours gratifiant de collaborer avec mes collègues estimés et respectés dans ces deux capitales internationales.

Changement au sein du personnel

J'ai le regret de vous faire part que, à la suite du programme de réduction de l'effectif du gouvernement, nous sommes obligés de réduire également notre effectif au Parlement. Malheureusement, notre amie et collègue Julie Mertens a dû nous quitter après six années de service dévoué et inestimable. Nous la remercions pour ses contributions et lui souhaitons tout le succès possible dans son nouveau rôle de superviseuse des pages de la Chambre. C'est une perte immense pour notre petit bureau, une perte qui aura des répercussions sur nos activités. J'espère que nous pouvons compter sur votre compréhension et votre soutien pour la suite des choses.

Léo s'est servi de son expérience à titre d'éducateur pour interpeller les étudiants

La Semaine canadienne de la démocratie est organisée et facilitée par Élections Canada. En 2012, différents événements ont été organisés du 14 au 25 septembre dans les villes et villages d'un bout à l'autre du pays, notamment à Vancouver, à Edmonton, à Sudbury, à Montréal, à Fredericton et à Paspébiac, au Québec.

En plus des activités organisées tout au long de la Semaine canadienne de la démocratie, on fournit également des ressources d'apprentissage en ligne aux enseignants pour qu'ils puissent les utiliser en classe. Cela comprend des plans de leçon pour les enseignants du primaire et du secondaire ainsi que des ressources supplémentaires aux élèves de français langue seconde et aux élèves ayant un niveau faible d'alphabétisation.

Que sont ils devenus, nos stagiaires?

Par Will Stos



Lauren Krugel, pour qui les multimédias n'ont aucun secret.



Mark Masters, reporter sportif.

S'adressant aux finissants du programme de journalisme en 2004, Peter Johansen, professeur à l'Université Carleton a signalé que l'un des avantages de sa profession, c'est qu'il ne se demande que rarement où se retrouvent ses anciens étudiants et ce qu'ils font pour gagner leur vie. Il n'a qu'à prendre un journal pour y lire leurs articles, qu'à écouter la radio pour entendre leur voix ou qu'à regarder la télévision pour les apercevoir lors du journal télévisé. Nos anciens stagiaires sont tout aussi actifs et ont d'aussi belles carrières.

Lauren Krugel

Lauren Krugel, une stagiaire affectée à Suite à la Colline en 2004 2005, avait obtenu son diplôme de l'Université Carleton cette année là et avait été stagiaire à La Presse canadienne tout l'été. Après avoir travaillé comme bénévole à la construction d'une école en Tanzanie, elle est revenue comme contractuelle à la PC avant de devenir correspondante aux Affaires commerciales de l'organisation à Calgary.

« La plupart de mes articles portent sur le secteur pétrolier et gazier, même si parfois j'aborde les enjeux dans les domaines des chemins de fer, des transporteurs aériens et de l'agriculture », signale Mme Krugel. « Il m'est arrivé également de couvrir des événements comme la visite des nouveaux mariés Will et Kate à Calgary l'été dernier ou les dernières élections en Alberta. Je suis polyvalente, puisque je travaille tant dans la presse écrite qu'à la radio et pour la vidéo. »

Selon elle, son plus beau souvenir de son passage à Suite à la Colline a été l'hommage qu'elle a rédigé pour le regretté Tom Earle, ancien correspondant de la CBC Ottawa.

« Je me suis rendue en autobus dans l'arrière-pays de la Gatineau pour obtenir la transcription des interviews que Earle avait faits pour la collection d'archives orales de la Bibliothèque du Parlement, » se remémore t elle. « Earle a même été interviewé pour le compte de la même collection par Doug Small, son collègue journaliste. Cela m'a permis d'ajouter sa voix à mon article même s'il était décédé. J'ai tout simplement adoré parcourir le compte rendu de ces interviews. C'était fascinant et ça m'a permis de remonter dans le passé. »

Mark Masters

Mark Masters, stagiaire principal de 2006 jusqu'à l'obtention de son diplôme de l'Université Carleton en 2008, a commencé à travailler pour le consortium médiatique de diffusion olympique quelque temps après avoir quitté Suite à la Colline. Il préparait les faits saillants des Olympiques pour l'émission « Road to Vancouver » de CTV. Lors des Jeux olympiques tenus à Vancouver, il a été agent de liaison avec les médias pour les compétitions de curling et de patinage artistique, répondant à toutes les demandes des médias internationaux.

Après les olympiques, Mark a suivi les activités de la Ligue canadienne de football pour le National Post. « Allez les Argos! ». C'est son cri de ralliement. « C'était un travail vraiment intéressant, ajoute t il, et je devais assister à tous ces matchs. »

Mark a assuré la couverture du long débat qui a eu lieu à Hamilton sur l'opportunité de construire un nouveau stade et sur son emplacement. Même s'il s'agissait d'un sujet lié aux sports, il a fait valoir que son expérience comme rédacteur politique à Suite à la Colline l'a aidé à s'y retrouver pendant les innombrables séances du conseil municipal. « J'ai assisté à plus de séances du conseil municipal d'Hamilton que je veux bien l'admettre! », précise t il en s'esclaffant.

Mark travaille actuellement pour The Sports Network comme reporter spécialiste du hockey, tant sur le site Internet qu'à la télévision. Travaillant à Toronto, il précise en plaisantant que ses articles et ses topos sur les Maple Leafs n'étaient pas élogieux. « Je m'excuse auprès des admirateurs des Maple Leafs, ajoute t il, et je souhaite la bienvenue à tous ceux et celles qui ne viennent pas de Toronto. »

Mark précise qu'il s'ennuie des réunions du comité de rédaction de Suite à la Colline, réunions qui lui ont permis d'apprendre ce que les anciens parlementaires pensaient de son travail, ajoutant que le personnel de l'ACEP lui manque. « C'était agréable de côtoyer tous ces gens. Lorsque que nous nous quittions, j'avais toujours le sourire aux lèvres et parfois quelques larmes coulaient lorsque nous peinions pour préparer le numéro du magazine. », conclut il en riant.

Jours heureux dans la ville de Québec

Par Mike Power



Photo de groupe dans la belle Assemblée nationale du Québec.

Les participants à la réunion régionale annuelle de 2012 de l'ACEP se sont rencontrés à Québec, du 9 au 11 septembre 2012, pour reprendre contact avec leurs amis et leurs collègues, se renseigner au sujet d'une technologie emballante utilisée par une entreprise locale et profiter de la beauté époustouflante de la région.

Les membres présents ont eu droit à une magnifique tournée de l'Assemblée nationale de la capitale provinciale avant de savourer un merveilleux déjeuner au restaurant parlementaire le 10 septembre 2012.

Une visite à Medicago

La prochaine activité prévue au programme était une visite des installations de Medicago Inc., une société québécoise qui produit des vaccins de façon peu orthodoxe. En effet, Medicago fabrique des vaccins à base de plantes, au lieu de la méthode traditionnelle qui consiste à utiliser des œufs pour cultiver une version bénigne du virus. La société, qui emploie 190 personnes, a obtenu un investissement considérable du conglomérat japonais Mitsubishi, ainsi que des fonds du gouvernement fédéral des États-Unis.

Medicago produit des vaccins pour une variété de souches de grippe, dont le

H1N1, mieux connu sous le nom de grippe porcine, et le H5N1, également appelé la grippe aviaire. Alors que les vaccins traditionnels à base d'œufs affichent un taux d'efficacité de seulement de 50 p. 100 chez les personnes âgées (qui représentent aussi la population la plus vulnérable à la grippe), le vaccin à base de plantes est efficace dans presque 100 p. 100 des cas. De plus, grâce à la technique de Medicago, le processus de production du premier lot de vaccins peut prendre aussi peu que 20 jours, comparativement au délai de production de six mois pour les vaccins à base d'œufs.

Medicago, qui fournit des vaccins à intervention rapide aux populations à risque élevé, notamment la police, le personnel paramédical et les médecins, cherche à devenir le deuxième fournisseur de vaccins pour le gouvernement du Canada lorsqu'un nouvel appel d'offres sera lancé en 2014.

La serre

Après s'être fait expliquer le processus, les membres se sont empressés de mettre leur sarrau de laboratoire pour aller voir de leurs propres yeux les plantes cultivées en serre.

La plante utilisée par Medicago est une variété sauvage australienne du plant de



L'honorable Aurélien Gill, l'honorable Lucie Pépin et Serge Ménard.



Raymond et Yvette Setlakwe, Léo Duguay, Judd Buchanan, Liz et Byron Wilfert.



L'honorable Aurélien Gill et Louis Duclous.



Les anciens sénateurs Aurélien Gill, Raymond Setlakwe, Lucie Pépin et Marcel Prud'homme, ainsi que le sénateur en poste Dennis Dawson.



Léo Duguay accueille les membres à Québec.



Marcel R. Tremblay, Yvon Côté, Jean-Guy Guilbault, Gabriel Fontaine et Lise Bourgault.



Romuald Rodrigue et Louis Duclous.



L'honorable Judd Buchanan et Francis LeBlanc.



L'hon. Sue Barnes et L'hon. Judd Buchanan ont tous deux représenté la circonscription de London Ouest (Ontario).



Yasmin Ratansi, Colleen et Pierre Beaumier, Raymond Dupont, Susan Simms et John Barnes.

tabac, qui est ensuite imprégnée d'une solution, incubée en serre pendant huit jours, puis récoltée et purifiée de manière à en extraire le vaccin. Contrairement à la méthode traditionnelle, le produit pharmaceutique à base de plantes est beaucoup plus efficace. Un œuf ne fournit qu'une ou deux doses de vaccin, alors que chaque petit plant de tabac peut produire 10 à 20 vaccins.

La technique résulte en un vaccin qui n'est pas un virus « vivant » (comme c'est le cas dans les vaccins traditionnels), mais que le corps humain croit être le contraire et contre lequel il produit quand même des anticorps. Ce processus engendre moins d'effets secondaires que le moyen traditionnel.

Les membres et leurs conjoints ont été pratiquement unanimes à saluer le travail remarquable de Medicago.

Dîner et réception

La journée s'est terminée par un somptueux dîner et une réception au Château Frontenac.

Le lendemain matin, on a commencé la journée par une visite guidée de l'Île d'Orléans. Première escale : le verger du Domaine Steinbach.

Là-bas, les membres ont dégusté des

échantillons de la gamme complète de cidres, vinaigres, confitures, moutardes et confits qu'offre le verger familial.

Parmi les produits qui ont eu la cote auprès des membres présents, mentionnons le « Cristal de glace », un cidre qui est produit de manière semblable au vin de glace; le « Dionysos », qui sert de substitut au vin blanc; et le « Turlou », un cidre digestif infusé à l'érable. Les participants ont également savouré tous les échantillons de moutardes.

La journée et la réunion ont été couronnées par un fabuleux dîner au restaurant Les Ancêtres.

La réunion régionale de l'année prochaine est provisoirement prévue pour l'automne à Churchill, au Manitoba, la capitale mondiale de Pours polaire. L'ACEP fournira des mises à jour aux membres dès que la planification battra son plein.

Les nouveaux et anciens édifices du Parlement

**Le présent article est le premier de deux articles sur les rénovations de la Colline du Parlement.*

Par Harrison Lowman



Les rénovations sur la Colline, dont le coût est estimé à un milliard de dollars, modifient entièrement l'aspect de la Cité parlementaire. Les travaux devraient durer 30 ans.

Les parlementaires et les employés se heurtent à des centaines de mètres de ruban jaune et sont exposés au vrombissement incessant des bouteurs en service pour les rénovations qui se poursuivent en hiver. Les travaux en cours sont la première phase de la vision et du plan à long terme du gouvernement pour la Cité parlementaire. À elle seule, cette première phase s'échelonne sur cinq ans.

Perturbations

Bien que le premier coup de pelle ait été donné en février 2011, l'Édifice de l'Ouest en est encore à sa phase de démolition. La rénovation devrait être terminée en 2017, puis l'Édifice du Centre sera à son tour restauré.

Les employés, quel que soit leur niveau, s'accordent à dire que les rénovations portent un coup dur à la routine.

Ce que Vanessa King, stagiaire au ministère des Finances, trouve particulièrement agaçant, c'est la difficulté d'accès à la Colline du fait que certaines entrées sont bloquées.

Justin Reist, bénévole du Parti Vert dans le domaine de l'action directe, est d'accord : « C'est ennuyeux de venir au Parlement et de voir les clôtures de chantier et l'énorme fosse. Il y règne une drôle d'atmosphère. »

L'état de délabrement de l'Édifice de l'Ouest est le plus avancé

L'Édifice de l'Ouest, construit en trois phases entre 1859 et 1906, est l'édifice le

plus délabré et doit donc être rénové avant les autres. La restauration de la structure en style néogothique comprend le désamiantage, des réparations de maçonnerie, des améliorations des mesures de protection parasismiques, un nouveau toit et de nouvelles fenêtres.

Travaux publics a annoncé dans un courriel que : « L'Édifice de l'Ouest est dans un état de détérioration avancé et nécessite d'être entièrement remis en état. »

Des mesures étaient nécessaires

M. Don Boudria, directeur de l'ACEP et ancien ministre de Travaux publics et Services gouvernementaux convient que l'édifice se délabrait. Il se souvient que l'édifice venait d'être rénové en 1966, quand il était un employé. Il a toutefois dit qu'on n'avait pas fait grand-chose pour préserver le caractère historique de l'édifice. Quatre décennies plus tard, le besoin de rénovation est évident.

Il a ajouté : « Il y avait des infiltrations d'eau partout. L'édifice contenait une isolation d'amiante et tellement d'erreurs de construction. Il est clair qu'il fallait prendre des mesures. »

Selon Travaux publics, dans le cadre du processus de restauration une attention particulière a été portée aux œuvres d'art et aux artefacts. En 1976, les édifices du Parlement, de même que les terrains publics qui les entourent, ont été désignés lieux historiques nationaux. Des murs et

des planchers ont été recouverts de contre-plaqué et les sculptures ont été protégées par des rembourrages en mousse. Les objets amovibles, tels que les toiles, ont été entreposés et seront réparés et réinstallés plus tard.

Cour centrale recouverte d'un dôme en verre pour accueillir la Chambre des communes

L'Édifice de l'Ouest rénové abritera neuf salles de comité, des bureaux pour les députés et des services de soutien. Un bâtiment intercalaire permanent sera aussi construit. Ce bâtiment en verre qui coûtera 115 millions de dollars devrait agrandir de moitié la superficie de l'Édifice de l'Ouest et accueillera temporairement la Chambre des communes afin de permettre l'achèvement des travaux de rénovation de l'Édifice du Centre. Il accueillera ensuite les salles de comité.

Certains employés disent que l'espace supplémentaire sur la Colline se fait attendre depuis trop longtemps. Reist pense qu'il serait fantastique d'avoir plus d'espace. « Sept personnes travaillent dans le bureau d'Elizabeth May alors que le bureau est conçu pour en accueillir trois. Nous ne disposons tout simplement pas de suffisamment d'espace. »

Plus d'un milliard de dollars seulement pour l'Édifice de l'Ouest.

Le coût des rénovations a incontestablement creusé un trou de plus en plus grand



Une gargouille, en médaillon, est une indication de l'état de détérioration de la Cité.

dans le trésor public, ce qui a suscité beaucoup de controverse. En 2005, le Conseil du Trésor a approuvé un montant de 769 millions de dollars pour couvrir les coûts de restauration de l'Édifice de l'Ouest, or, en novembre 2012, des documents des comptes publics indiquaient des coûts estimés à 1,17 milliard de dollars.

Vérification des coûts

Travaux publics a demandé à PricewaterhouseCoopers de vérifier les comptes liés à la gestion de construction. La GRC a récemment ouvert une enquête sur un contrat de rénovation de la tour nord de l'Édifice de l'Ouest. Selon Travaux publics, le contrat de gestion de construction de l'Édifice de l'Ouest -- pour lequel sept firmes étaient en lice -- a été attribué en se basant sur les critères de meilleur rapport qualité/prix et d'approche compétitive.

M. Boudria dit qu'il faut s'attendre à une augmentation des coûts et que les rénovations du Parlement n'offrent pas de solution gagnante. Il ajoute qu'en ce qui concerne les contrats de construction, des gouvernements se sont avancés pour se rétracter ensuite, et ce, de crainte d'une réaction défavorable de la population. L'ancien parlementaire a été membre du Bureau de régie interne et a attribué le contrat de rénovations de la Bibliothèque du Parlement.

Il a également dit : « Quand il s'agit de rénovation d'édifices gouvernementaux, quoiqu'on fasse, on est toujours perdant.

Si vous attribuez trop de fonds pour la rénovation, on vous reprochera de gaspiller de l'argent et si vous n'en dépensez pas on vous accusera de négligence. Quoique vous fassiez, vous serez toujours critiqué. »

Il ajoute que l'on continuera d'entendre ce genre de critiques bien que les travaux de rénovation de l'Édifice du Centre ne soient encore qu'à l'étape de planification et qu'ils ne devraient commencer qu'en 2018.

L'Édifice du Centre est le prochain édifice à rénover, en 2018

D'après M. Boudria, les rénovations de l'Édifice du Centre pourraient être examinées de nouveau par les députés quand viendra le moment de déménager de l'édifice. M. Boudria, quand il était au Parlement, a fait partie de la délégation qui s'est rendue en Angleterre pour savoir ce qu'avait fait le gouvernement britannique lors des rénovations. Apparemment, les députés sont restés à Westminster pendant les travaux.

M. Boudria a rapporté que les Britanniques voulaient tout d'abord savoir pourquoi les députés acceptaient de quitter leur édifice. Il a ajouté qu'il ne savait pas si, le moment venu de quitter l'édifice, les gens seront toujours rangés à l'opinion prédominante.

Les députés devront peut-être déménager

Les députés pourraient se voir contraints de déménager. Lors de sa com-

parution au Comité des travaux publics le 6 décembre 2012, le sous-ministre adjoint Pierre-Marc Mongeau a dit que les édifices se détériorent, particulièrement l'Édifice du Centre qui court des risques de défaillances d'ici 2019.

M. Boudria indique que le public aura du mal à accepter les rénovations de l'Édifice du Centre quand il verra des édifices emblématiques recouverts de bâches blanches. Il pense que si les gens peuvent à la rigueur tolérer les échafaudages de l'Édifice de l'Ouest, il n'en demeure pas moins que les importantes rénovations de l'Édifice du Centre vont cacher un élément essentiel de l'identité canadienne.

Attraction symbolique

Selon M. Boudria, les gens s'identifient à l'Édifice du Centre et à la Tour de la Paix mais à aucun autre édifice. D'ailleurs, ils ne savent même pas que les autres édifices sont appelés édifices du Parlement. En fait, la Colline et les structures emblématiques dans l'Édifice du Centre représentent avec plus de 1,5 million de visiteurs chaque année la plus grande attraction touristique.

Néanmoins, l'ancien député reconnaît que les rénovations sont indispensables. « Ces édifices sont la propriété du peuple canadien. Les députés en sont les gardiens, pas les propriétaires. On peut négliger d'entretenir sa propre maison, mais pas celles de ceux qu'on représente. »

La Brockville Infantry célèbre son 150e anniversaire

Par Harrison Lowman



Le drapeau qui a semé les graines de l'indépendance future du Canada.



Prêt. En joue. Feu!



Les tentes de l'infanterie.

Les gens de Brockville sont habitués de voir rouge. Ils ne sont toutefois pas en colère; ils sont témoins de l'histoire. Ils aperçoivent régulièrement les tuniques rouges, entendent les battements des tambours militaires et sentent la poudre des mousquets.

Cette année marque le 150e anniversaire de la Brockville Infantry Company. Il s'agit de l'une des plus vieilles compagnies en activité au Canada, et la compagnie est devenue un fleuron de la collectivité. Depuis sa renaissance en tant que groupe de reconstitution historique en 1990, la compagnie a participé à diverses activités publiques, dont l'ouverture du village du Haut-Canada et le défilé du Père Noël de la ville.

L'ancien ministre libéral, l'hon. Paul Cosgrove, a pris sa retraite il y a trois ans et s'occupe maintenant de l'administration de la compagnie. Il s'assure que les exercices se déroulent rondement et que les boutons conformes à la réalité de l'époque sont polis.

« Nous faisons partie des meubles », raconte Paul au sujet du groupe qui inclut notamment des camionneurs, du personnel paramédical, des avocats, des enfants et des agriculteurs.

« Les membres de la Brockville Infantry Company, vêtus de leur uniforme rouge, ont participé à toutes les activités publiques à Brock-

ville au cours des 20 dernières années. »

En décembre 1862, l'avocat Jacob Dockstader Buell a assumé le commandement de la milice composée presque entièrement de volontaires. La compagnie comptait trois officiers et 55 miliciens, provenant des 4 000 habitants de Brockville. Quatre années plus tard, la compagnie a été appelée à défendre la frontière canadienne.

Les Fenians s'amènent

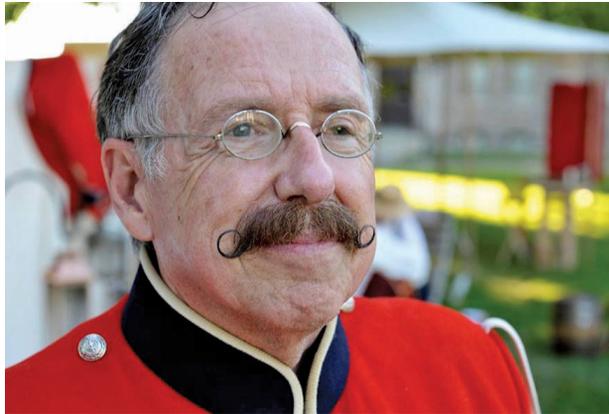
Dans les années 1860, le Canada était rongé par la menace d'une invasion par les Fenians. De retour à la vie civile, les vétérans de la guerre civile américaine d'origine irlandaise espéraient conquérir le Canada et l'échanger aux Britanniques contre l'indépendance de l'Irlande. Les soldats d'expérience ont alors agi sous le coup des émotions en lançant une série d'assauts le long de la frontière canadienne. Même si peu de coups ont été tirés, les événements ont eu un important impact sur la politique. On prétend que la bataille de Ridgeway, soit la plus importante bataille pendant les raids, a été la première à avoir été livrée et menée exclusivement par des Canadiens.

Peter Macleod, un historien spécialiste de la période antérieure à la Confédération au Musée canadien de la guerre, avance que la défense et la sécurité collectives ont servi de catalyseurs à la Con-

Dans les années 1860, le Canada était rongé par la menace d'une invasion par les Fenians. De retour à la vie civile, les vétérans de la guerre civile américaine d'origine irlandaise espéraient conquérir le Canada et l'échanger aux Britanniques...



Attenshun!



Une moustache portée fièrement en souvenir.

fédération. Il affirme que des discussions ont porté sur « les avantages pour les colonies de s'unir pour lutter contre les menaces provenant du Sud, au lieu de livrer bataille chacune de leur côté. »

Une commémoration qui s'est fait attendre

Selon Paul Cosgrove, la commémoration des invasions des Fenians se fait attendre depuis longtemps et a peut-être été éclipsée par le sentiment nationaliste entourant la guerre de 1812. Il soutient que les raids ont mis en scène plus de citoyens canadiens défendant sans l'aide des Britanniques une société qu'ils avaient eux-mêmes créée. Parmi les développements qui ont mené à la responsabilité civile, il souligne la création de commissions scolaires, la perception d'impôt et l'infrastructure.

« Je crois que c'est la première fois que nous assistons à Brockville à une telle réalisation sur le plan de la collectivité, raconte Paul. C'est la première fois que nous nous regroupons, que nous faisons du commerce entre nous, que nous construisons ensemble, que nos enfants vont à l'école. Nous sommes ensuite appelés à protéger ce qui nous appartient. »

Brian Porter, l'un des membres fondateurs du groupe de reconstitution historique, est d'accord. Il dit que le Canada de 1812 était une société rurale primitive qui n'avait qu'une étincelle de conscience

nationale. À partir des années 1860, les Canadiens ont réussi à s'unir et à protéger leur création.

« Nous avions un objectif plus grand; nous pouvions construire quelque chose de plus grand, avance Porter. Les gens comprennent qu'ils sont en train de créer quelque chose qui mérite d'être défendu. »

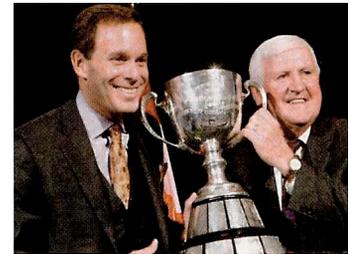
Sur le champ de bataille, Porter se fait un plaisir de canaliser son Sir John A. Macdonald intérieur. Lors d'un rassemblement en 1998, l'un des membres de la compagnie a suggéré que le ministre de la milice devrait inspecter les troupes.

« J'ai ramassé un haut-de-forme et un habit et j'ai improvisé un faux discours, se rappelle Porter. Je vous dis que cet homme sombre dans l'oubli au Canada. Quelle nation permet à ses personnages importants d'être oubliés? »

Cosgrove prévoit éduquer les gens à sa manière. Il a déjà préparé ce qu'il répondra cette année aux gens qui croiront à tort que sa compagnie participe aux reconstitutions historiques en lien avec la guerre de 1812.

« Nous disons que nous avons empêché la guerre de 1863, déclare Paul. Autrement dit, sans les volontaires et l'organisation des gens de l'endroit, les Américains auraient peut-être pensé que ce serait un jeu d'enfant de traverser la rivière. »

Le dîner de l'ACEP sur la liste des soirées les plus réussies du *Hill Times*



Le président Léo Duguay avec Mark Cohon, commissaire de la LCF, et la Coupe Grey.

Le *Hill Times* a publié récemment son numéro de 2013 sur le *pouvoir et l'influence*, révélant les 101 personnes qui exercent le plus d'influence au gouvernement et en politique. Devinez qui était en haut de la liste de la section sur les soirées les plus réussies : oui, le dîner-bénéfice annuel Douglas C. Frith de l'Association canadienne des ex-parlementaires qui a lieu au Château Laurier chaque automne était presque en tête de liste!

Ce dîner de financement annuel permet de recueillir des fonds visant à soutenir la Fondation pour l'éducation, qui est vouée à la promotion de la démocratie et des connaissances sur la démocratie au sein de l'ensemble canadien.

Le président de l'ACEP, Leo Duguay a été photographié avec le commissaire de la Ligue canadienne de football, Mark Cohon, qui a fait une présentation animée sur le 100e anniversaire de la Coupe Grey et la place qu'elle occupe dans l'histoire du Canada.

Le dîner est toujours intéressant et agréable. Récemment, Amanda Lang, de Radio-Canada, a fait le point sur l'économie canadienne. Les autres orateurs incluaient des sommités telles que le président des Jeux olympiques d'hiver de Vancouver, John Furlong, le commentateur Don Newman et l'ancien premier ministre de l'Alberta Ralph Klein, pour n'en nommer que quelques-uns.

Chaque année, le dîner permet de recueillir plus de 100 000 \$ au profit de la Fondation et du travail qu'elle accomplit.

Ensemble pour se souvenir

Écrit par Harrison Lowman

Photos reproduites avec la permission de la Légion royale canadienne



Détail des sculptures du Monument commémoratif de guerre.

Des sentinelles de bronze inébranlables se dressent devant une assemblée solennelle. Les coups de ciseau de leur sculpteur sont toujours visibles sur leur manteau et leurs bottes. Les soldats marchent vers une étendue invisible. Leurs yeux sont paralysés. Leurs membres meurtris et blessés sont enveloppés de gaze et de tissu.

Figés en pleine foulée, ils avancent péniblement dans la boue vers une destination qu'ils n'atteindront jamais. Ils transportent des fardeaux mécaniques de métal soudé; des pièces d'artillerie qui ne seront jamais tirées, des grenades qui ne seront jamais lancées. Ces hommes et ces femmes portent leur vie sur leur dos – des fusils, des gourdes, des pics et des masques à gaz.

Juchés au sommet, deux anges se croisent. L'un tient une couronne; l'autre, une torche.

Leur tenue tombe en cascade sur la pierre.

Le Monument commémoratif de guerre du Canada a de nouveau repris son rôle d'élément central permanent à l'occasion des cérémonies du jour du Souvenir tenues à Ottawa le 11 novembre. Profitant d'une accalmie en après-midi, une foule se rassemble, un coquelicot à la boutonnière, autour du cenotaphe de granite pour rendre hommage aux disparus.

Des enfants sont perchés au sommet des clôtures d'acier et s'étirent le cou pour entrevoir les héros décorés. Couronnes en main, les représentants se tiennent prêts. L'ancien sénateur libéral William Rompkey représentait l'Association canadienne des ex-parlementaires. Le bourdonnement des cornemuses et le cri des clairons remplissaient l'air.

« Les jeunes et les vieux se réunissent

aujourd'hui en tant que partenaires dans le combat contre le mal, dit à l'assemblée le rabbin Reuven Bulka, aumônier honoraire à la Direction nationale. Ils sont ce que le Canada a de mieux à offrir. »

Ses paroles ont été suivies par d'assourdissants tirs d'artillerie dont la fumée blanche s'élevait derrière la colline. Les passants se bouchent les oreilles en prévision de la prochaine salve.

Le coquelicot de papier de Geoffrey Hall se démarque dans une mer de velours. Le jeune homme est ici pour le travail avec le gouvernement britannique, mais il a pris une pause pour voir comment les Canadiens commémoraient l'événement de l'autre côté de la grande rivière. Plus tôt dans le mois, à Chelton, Geoffrey a rangé son uniforme de scout dans sa valise dans l'espoir de rencontrer





Les anciens combattants, hommes et femmes, s'étaient réunis pour rendre hommage à leurs camarades disparus.

d'autres scouts et d'être témoin de l'approche canadienne.

« C'est bien qu'un tel événement se produise en même temps partout dans le monde, raconte-t-il. À Londres, en Australie et au Canada. » D'autres ont des pensées pour leurs proches. Le capitaine Andrew McGregor a pris un moment pour venir assister à la cérémonie avec son épouse.

« Je pense beaucoup au temps que j'ai passé en Afghanistan et aux gens que j'ai perdus et à ceux que je connais. J'ai évidemment une pensée pour les amis et les militaires disparus. Je pense également beaucoup à mes amis qui ont été blessés et qui doivent encore composer avec des séquelles, nous raconte McGregor. Dans mon cas, je me souviens des disparus, mais aussi des gens ici qui doivent se battre chaque jour. »

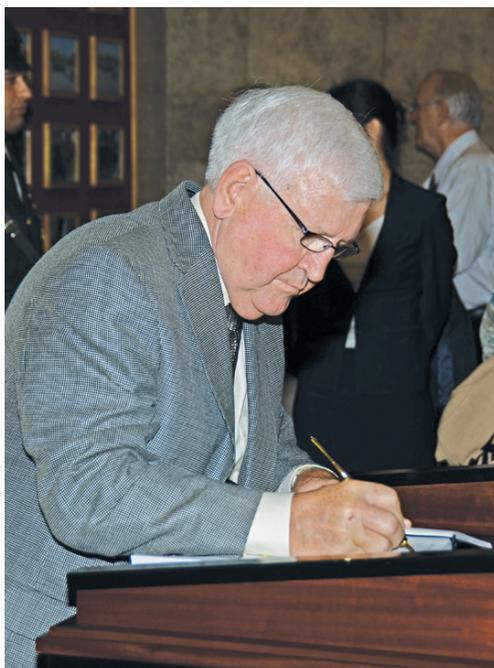




Des ex-parlementaires visitent la Turquie

Histoire de Francis LeBlanc
Photos des membres du tour

Les participants à la visite d'étude et le capitaine de la garde d'honneur en procession à Anitkabir.



Léo Duguay signe le livre d'or au nom de l'ACEP.

Le voyage d'études organisé par l'Association canadienne des ex-parlementaires au début de novembre 2012 a permis à des ex-parlementaires d'être témoins du dynamisme et de l'importance stratégique de la Turquie moderne et d'en apprendre davantage sur de vieilles controverses qui demeurent un sujet délicat.

Une agréable façon de célébrer l'Halloween

Notre périple s'est amorcé à Ankara le 31 octobre par une séance d'information détaillée de la part du personnel de l'ambassade canadienne. La séance a fait un survol de l'histoire de la Turquie, des difficultés qui ont mené à sa création en 1923 sous le leadership visionnaire de Mustafa Kamal Atatürk jusqu'à aujourd'hui.

La séance a porté sur les aspects géopolitiques du rôle clé que la Turquie joue en tant que membre de l'OTAN, sa situation qui sert de pont entre l'Asie et le monde musulman, ainsi que les défis de la Turquie en ce qui a trait à ses voisins. Les relations canado-turques, dont l'épineuse question de l'Arménie, ont également été nuancées.

De vieilles plaies qui prennent du temps

à guérir en Turquie

Le lendemain, nous avons visité la Grande Assemblée nationale de Turquie et avons rencontré des leaders parlementaires. Notre délégation de 29 personnes composée d'ex-parlementaires, de leurs conjointes et de leurs invités a écouté un sermon de 20 minutes visant à expliquer pourquoi le gouvernement et le Parlement du Canada avaient tort de déclarer que les événements de 1915 en Arménie étaient un « génocide » commis par les Turcs à l'endroit du peuple arménien.

On nous a dit à tort que le Canada était la seule nation à penser ainsi et que cela empêchait l'épanouissement d'une amitié entre nos deux pays. Selon nos hôtes, le Canada devait accepter la création d'un groupe de travail mixte qui aurait comme mandat d'examiner les preuves historiques.

Ce sont Nevzat Pakdil, le secrétaire général de l'Union des parlementaires turcs, et Nabi Avci, le président du Groupe d'amitié interparlementaire Canada-Turquie, qui ont dirigé cet entretien.

Les bons amis continuent de se parler même lorsqu'ils ont un désaccord

La délégation canadienne a choisi de ne

« Le Canada est un bon ami de la Turquie et nous voulons accroître notre amitié. Il nous suffit de continuer de discuter des enjeux sur lesquels nous avons des différends et de ne pas laisser ces désaccords ternir notre relation. »

Procession au mausolée de Kemal Atatürk.



Visite d'une fabrique de tapis.



Visite du Musée Sainte-Sophie à Istanbul.



Panorama de la Cappadoce.

Démonstration de tissage.

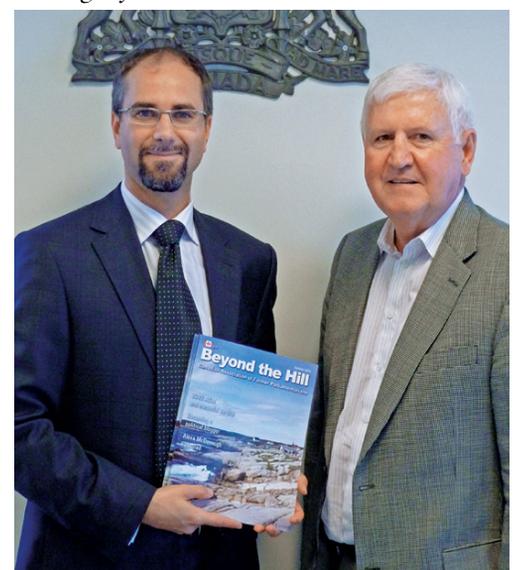


Grande assemblée nationale de Turquie.



Visite guidée du Blue Mosque.

Photo de couverture avec Stawn Steil et Léo Duguay au Consulat canadien d'Istanbul.





Déjeuner offert par les parlementaires turcs à la Grande assemblée nationale.

Visite d'une usine de poteries à Avanos.



Cartouche : formations rocheuses en Cappadoce.

Excursion en montgolfière au-dessus de la Cappadoce.



pas provoquer nos hôtes en remettant en question leurs affirmations. Le président de la délégation canadienne, le président de l'ACEP Léo Duguay, a plutôt appliqué le principe diplomatique qui dit que la « prudence est mère de sûreté » et a brillamment esquivé la controverse en rappelant à nos hôtes que de bons amis peuvent parfois avoir des différends, mais ils continuent de se parler en vue de trouver une solution.

« Le Canada est un bon ami de la Turquie et nous voulons accroître notre amitié, a affirmé Léo. Il nous suffit de continuer de discuter des enjeux sur lesquels nous avons des différends et de ne pas laisser ces désaccords ternir notre relation. »

Léo a mentionné que sur les 100 000 jeunes turcs qui étudient à l'étranger, seulement 3 % choisissent le Canada. « Nous devrions collaborer pour changer la donne

et trouver des moyens d'accroître les contacts entre les jeunes de nos deux pays. »

Le message a été bien reçu. Lors de la discussion qui a suivi, les délégués ont notamment demandé comment le Canada pourrait apporter son soutien dans le dossier de la crise syrienne, ont encensé les performances de la Turquie aux Jeux paralympiques et ont mentionné l'impressionnante croissance économique de la Turquie. Nous avons ensuite été invités à un repas officiel organisé par nos hôtes turcs.

Dépôt d'une couronne de fleurs, cité souterraine et tours en montgolfière

Avant de conclure notre visite de deux jours à Ankara, nous nous sommes rendus à Anitkabir, où notre président a déposé une couronne de fleurs au nom de l'ACEP sur la tombe du vénéré fondateur de la Turquie Mustafa Kamal Atatürk. La délégation

a également visité le Musée des civilisations anatoliennes, une vitrine sur l'ancienne civilisation hittite, sur le site de la citadelle surplombant la capitale.

Nous nous sommes ensuite dirigés en autobus vers la Cappadoce pour voir les vallées volcaniques, les cavernes des « cheminées de fée » et les formations rocheuses. Nous avons également visité la cité souterraine de Kaymakli, où les premiers chrétiens ont excavé un complexe système de tunnels dans lesquels ils pouvaient pratiquer leur religion et se terrer de leurs ennemis.

Même si cela ne faisait pas partie du tour, ce fut un moment marquant pour ceux qui l'ont vécu. Certains ont pu survoler la région en montgolfière en début de matinée. Nous avons appris que la Cappadoce est l'endroit le plus populaire pour les tours en mont



Cour du Palais de Topkapi à Istanbul.



Visite du grand bazar d'Istanbul.



Promenade guide en Cappadoce.



Démonstration de tissage de tapis.

golfeur; il y a plus de 100 envolées chaque matin.

Ah, Istanbul!

Nous avons terminé notre voyage à Istanbul en visitant des monuments célèbres comme le musée Sainte-Sophie, la Mosquée bleue et le palais de Topkapi et en déambulant dans les bazars et les marchés publics de cette magnifique ville. Grâce au bon personnel du consulat du Canada à Istanbul, la délégation a pu participer à une discussion sur la situation géopolitique et économique de la Turquie en compagnie de Shawn Steil, le consul canadien et le délégué commercial principal; Oguz Kinik, le directeur régional pour la Turquie de la Banque Scotia; et Fuat Keyman, le directeur du centre des politiques d'Istanbul. Cette discussion et la séance d'information de l'ambassade la première journée ont été informatives et ont

bien commencé et terminé un voyage instructif et agréable.

Restez à l'affut de l'annonce du prochain voyage

La visite de huit jours en Turquie est le deuxième voyage d'études organisé par l'Association canadienne des ex-parlementaires pour ses membres. Le premier en 2011 nous a transportés en Australie et en Nouvelle-Zélande. L'objectif des voyages d'études est de permettre aux membres d'en apprendre davantage sur les politiques et la culture de divers endroits intéressants dans le monde dans un cadre agréable et d'établir des relations avec les autres parlements. Toutes les dépenses relatives aux voyages d'études de l'ACEP sont assumées par les participants. La destination du voyage d'études en 2013 sera annoncée sur le site Web de l'ACEP, www.exparl.ca, en début d'année.

Bibliothèques, législation et technologie au Texas et en Californie

Par Rebecca Katz, Norah Kielland, Katie Meredith, Francis Pereault et Zoe Savage

En Californie, le processus de réexamen vise des gains d'efficacité, une transparence accrue et une meilleure reddition de comptes, en plus d'essayer de déterminer si les fonctions d'un organisme sont toujours nécessaires. Si l'organisme ne répond pas aux critères prescrits, il est aboli.

Grâce au généreux financement de l'Association canadienne des parlementaires, cinq stagiaires en recherche de la Bibliothèque du Parlement ont effectué un séjour aux États-Unis en mars 2012.

Les voyages à Austin et à Sacramento avaient comme objectifs d'en apprendre davantage sur les systèmes législatifs texan et californien et d'étudier les thèmes généraux de la prestation des services législatifs en temps de restrictions budgétaires, l'utilisation des médias sociaux pour faire participer les législateurs et les vérifications uniques du Texas.

L'assemblée texane

L'assemblée texane ne siège que 140 jours tous les deux ans, ce qui en fait l'un des rares États à ne fonctionner qu'à temps partiel. Les législateurs texans reçoivent seulement 600 \$ par mois et une indemnité journalière de 150 \$ par jour de session. Le faible salaire et la courte session renforcent la nature sous-jacente du conservatisme avec un petit « c » au Texas et le concept d'une « assemblée citoyenne ».

On qualifie l'assemblée de 2011 de tueuse de projets de loi; en effet, 5 938 projets de loi ont été présentés, mais seulement 1 380 ont été adoptés. C'est sans surprise que le nombre important de projets de loi et la courte durée de la session en ont poussé plusieurs, notamment Chris Griesel, dont les fonctions s'apparentent à celles du greffier de la Chambre des communes du Canada, à comparer les votes de l'assemblée texane à une vente aux enchères.

L'assemblée californienne

L'assemblée californienne est tout le contraire du conservatisme avec un petit « c » du Texas. Avec une population et une économie légèrement plus impor-



De gauche à droite : Katie Meredith, Francis Perreault, Norah Kielland et Zoe Savage à l'Assemblée législative à temps partiel du Texas. L'Assemblée législative du Texas ne se réunit que 140 jours, tous les deux ans, et paie à ses représentants un salaire à temps partiel.

tante que le Canada, la Californie s'attèle depuis quatre ans à surmonter une grave crise budgétaire. Le processus d'initiative populaire de la Californie a permis de créer une forme de gouvernance hybride qui incorpore des éléments caractéristiques d'une démocratie représentative et

d'une démocratie directe.

À la suite de plusieurs initiatives fructueuses, la capacité de l'assemblée d'adopter des mesures en vue d'augmenter les revenus de l'État est limitée. Par conséquent, en 2008, le gouverneur de l'époque Arnold Schwarzenegger a mis

Don le musicien

Les comptes Twitter et les blogues servent à communiquer l'information et à mettre l'accent sur d'importants enjeux législatifs.



Don et Maryann jouent à Punisson.

sur pied une commission de surveillance visant à mettre l'accent sur les gains d'efficacité, l'économie et l'amélioration des services; les stagiaires y voient une approche plus optimiste à un enjeu autrement peu encourageant.

La crise budgétaire en Californie suscite l'attention des citoyens de l'État, ce qui donne une occasion sans précédent aux organismes étatiques et aux organes législatifs de rebâtir un modèle de gouvernement axé sur le rendement en s'appuyant sur le désir de changement de la population.

La Sunset Advisory Commission

Contrairement aux organismes de vérification typiques, la Sunset Advisory Commission émet des conclusions à caractère exécutoire. Elle procède à des vérifications obligatoires des finances et de la gestion de plus de 150 organismes de l'État tous les 12 ans. La commission examine environ de 20 à 30 organismes par législature.

Les vérifications de la commission visent non seulement à améliorer l'efficacité, la transparence et la reddition de compte, mais aussi à déterminer si les fonctions d'un organisme sont toujours nécessaires. Les recommandations sont remises à la Sunset Commission, un organisme bipartite, et le comité décide d'abolir l'organisme ou de présenter les recommandations devant l'assemblée sous la forme d'un projet de loi. Si le projet de loi est rejeté, l'organisme est aboli. Même si un tel système ne trouve pas son pareil dans le contexte parlementaire canadien, la Sunset Advisory Commission est un élément intéressant à examiner en ce qui a trait à la responsabilité du gouvernement.

Les médias sociaux

Les stagiaires étaient particulièrement

intéressés par l'utilisation des nouvelles technologies, comme les médias sociaux, par les assemblées au Texas et en Californie. La rencontre avec des représentants de la Legislative Reference Library of Texas a permis aux stagiaires de constater que les médias sociaux jouent un rôle important dans leur stratégie en vue de faire participer les législateurs.

Les comptes Twitter et les blogues servent à communiquer l'information et à mettre l'accent sur d'importants enjeux législatifs. La nature interactive et l'accessibilité des médias sociaux ont permis à la Legislative Reference Library of Texas de suivre la popularité de certains fils en vue de promouvoir avec succès leur contenu et de répondre aux besoins des législateurs en matière d'information.

Les bibliothécaires novateurs de la Legislative Reference Library of Texas utilisent également les médias sociaux pour combler le fossé entre les législateurs, les chercheurs, la société civile et les citoyens.

Réflexions

À leur retour au Canada, les stagiaires ont fait part de leurs expériences et des leçons apprises lors d'une séance d'information devant leurs collègues de la Bibliothèque du Parlement. Dans un monde empreint de dynamisme et d'incertitude, la capacité de continuellement réexaminer les pratiques exemplaires et de trouver de nouvelles manières efficaces de procéder et de faire participer les législateurs est très importante.

Grâce à la généreuse contribution de l'ACEP, les stagiaires en recherche de la Bibliothèque du Parlement ont pu tirer profit de la sagesse de leurs homologues texans et californiens et introduire de nouvelles idées dans le contexte canadien. L'expérience s'est avérée profitable, et nous ne l'oublierons pas de sitôt!

Nous devons reconnaître que nos membres sont très diversifiés et talentueux. Nous comptons des acteurs, des héros du sport, des médecins, des avocats, des enseignants et des écrivains, pour ne nommer que quelques-unes des réalisations paraprofessionnelles des ex-parlementaires. Beaucoup sont maintenant à la retraite et mènent une vie plus sédentaire, mais il en reste encore qui adoptent un passe-temps ou reprennent une ancienne carrière qu'ils rajeunissent, et qui, du même coup, rajeunissent eux-mêmes.

L'honorable Don Boudria et son épouse Maryann sont de ceux-là. Don est revenu à ses premières amours, à savoir la musique. Avec sa femme, Maryann, à la mandoline, il est membre de l'Ottawa Bluegrass Society.

Ensemble, ils font de la musique plusieurs fois par mois lors de diverses activités, entre autres à des festivals de musique et sur des terrains de camping. Ils jouent du vieux rock and roll, du country et du bluegrass. Maryann, qui n'avait jamais joué d'un instrument de musique avant avril 2011, joue avec Don à tous les concerts.

Tenez-nous au courant

Si vous avez adopté une carrière ou un passe-temps inhabituel, faites-le savoir à Suite à la Colline. Nous aimons bien avoir de vos nouvelles.

L'honorable. Don Boudria, C.P., a siégé à la Chambre des communes de 1984 à 2006 en tant que député de Glengarry—Prescott—Russell. Il a servi dans le Cabinet du premier ministre Jean Chrétien pendant sept ans. Après son « départ à la retraite », il s'est joint à Hill & Knowlton Canada et s'occupe de relations gouvernementales, se spécialisant dans les affaires parlementaires. Il a également appris à parler une troisième langue, à savoir l'espagnol.

Souvenirs royaux

Par Harrison Lowman

*Deuxième partie de notre dossier sur les rencontres d'anciens parlementaires avec la monarchie.

William McCrossan

L'ancien député progressiste-conservateur William McCrossan a un lien particulier avec la famille royale. En 1939, le prince George et la reine mère ont parcouru le Canada afin d'obtenir du soutien concernant la Seconde Guerre mondiale, qui était devenue inévitable. Durant leur visite, la reine mère a participé à un dîner privé, à l'hôtel King-Edward de Toronto, avec une amie d'enfance qui était guide et qui s'appelait « Mme French ». Les réunions étaient devenues la coutume durant les visites de la souveraine au Canada. Le protocole royal exigeait que Mme French dispose d'un chauffeur. Le père de M. McCrossan avait justement un permis de chauffeur.

« Mme French a donc demandé à mon père de lustrer la voiture et de la conduire à la rencontre du roi et de la reine en 1939, » dit William McCrossan. « Mon père, qui disons-le, n'était personne, est le chauffeur qui a conduit Mme French à sa réunion privée avec la reine mère en 1939. »

Lorsque la reine a visité le Canada des années plus tard, William et sa mère ont été invités à prendre part à un déjeuner avec Sa Majesté à l'hôtel King-Edward.

« Ce fut un des moments forts de la vie de ma mère, » dit-il.

David Collenette

L'ancien ministre libéral, l'honorable David Collenette, a eu l'occasion d'escorter la reine durant sa visite à Toronto en 1997. Il l'a accompagnée à une activité culturelle sino-canadienne qui se déroulait au centre-ville. Durant la visite de la reine à ce rassemblement chinois, le prince Charles était à Hong Kong pour assister à la rétrocession de la colonie à la Chine.

« Tout d'un coup, on voyait le prince Charles en direct de Hong Kong à la té-

lévision, » explique David. Il aurait montré l'écran à la souveraine, qui ne pouvait plus les quitter des yeux. « Elle était fascinée d'être à Toronto et de voir son fils présider un événement à Hong Kong. »

Paul Cosgrove

Peu après la signature de la Loi constitutionnelle, l'ancien ministre libéral, l'honorable Paul Cosgrove a accompagné la reine Elizabeth II et le prince Philip dans l'édifice de l'Est rénové. Durant la visite, la reine a dévoilé une plaque soulignant la réouverture de cette section du Parlement. Le prince Philip s'est dit qu'il s'agissait d'une belle occasion pour donner son opinion sur l'entretien de la Chambre des communes.

« Pourquoi ne nettoyez-vous pas cet édifice? » a demandé le prince. « Et avant même d'y réfléchir, j'ai répondu à son Excellence que c'était pour préserver le caractère ancien des quelques vieux bâtiments que nous avons, » indique Paul.

Sarmite Bulte

À titre de présidente de l'Association parlementaire du Commonwealth, l'ancienne députée libérale Sarmite Bulte a participé aux célébrations du jubilé d'or à l'abbaye de Westminster et au palais de Buckingham.

« Je me sentais comme Alice au pays des merveilles, » dit Mme Bulte. « Je n'arrêtais pas de me pincer. » Après avoir été présentée à Sa Majesté lors de la réception à Westminster, Mme Bulte a été très surprise de constater que la reine se souvenait d'elle le lendemain.

« Nous nous sommes rencontrées hier, » a dit la reine. « J'étais très impressionnée, parce qu'il y avait des centaines, voire des milliers de personnes, » a précisé Mme Bulte.

Ken Boshcoff

L'ancien député libéral et maire de Thunder Bay Ken Boshcoff a eu la chance

de rencontrer la reine durant sa visite de l'Exhibition Place, à Toronto. Il figurait parmi une centaine de maires ontariens qui arboraient leurs chaînes du maire et qui entouraient Sa Majesté.

« C'était très impressionnant, » dit Ken. « Nous étions nombreux à porter des décorations honorifiques. »

Michael Wilson

L'ancien ministre progressiste-conservateur, l'honorable Michael Wilson, devait escorter la reine à Toronto en 1984. Au cours d'un dîner royal, il a pris place à côté de Sa Majesté et a été tout de suite surpris du peu d'attention qu'elle lui accordait.

« Pendant la première moitié du dîner, elle parlait aux gens à l'opposé de moi, » dit M. Wilson. « Je me suis demandé ce que j'avais fait de mal, pourquoi elle m'ignorait complètement et comment je pouvais participer à la discussion. »

Après que les serveurs ont ramassé les couverts du premier service, elle s'est tournée vers moi, et nous avons parlé jusqu'à la fin du repas. « J'ai compris qu'elle ne m'ignorait pas, mais que c'était sa façon d'approcher le dîner, » poursuit Michael.

John Crosbie

L'ancien ministre progressiste-conservateur, l'honorable John Crosbie, a eu le privilège de représenter la reine Elizabeth II à titre de 12^e lieutenant-gouverneur de Terre-Neuve-et-Labrador. Comme la plupart des lieutenants-gouverneurs, il a rencontré la reine durant le traditionnel voyage en Angleterre. Il a passé précieusement 20 minutes en compagnie de Sa Majesté. John dit que la souveraine est experte dans l'art de discuter avec les délégués.

« Elle n'a pas à annoncer la fin de l'entretien, » précise-t-il. « Par instinct, on sait lorsqu'il est temps de disposer. »

Rencontre des Amicales

Par Francis Leblanc



Dans la photo vous voyez dans la première rangée (g. à d.) Pierre Gingras, vice-président des Amicales; Yvon Bordeleau, administrateur; Carole Théberge, présidente; Francis LeBlanc, ACEP; et Muriel Smith, coordonnatrice des activités de l'Association des anciens députés de l'Assemblée législative du Manitoba. Deuxième rangée : Gilles Morin, vice-président de l'Association ontarienne des ex-parlementaires; Marie Tanguay, secrétaire des Amicales; Cécile Vermette, présidente sortante; Linda Asper, présidente de l'Association des anciens députés de l'Assemblée législative du Manitoba; et Cliff Evans, secrétaire et coordonnateur du Parlement des jeunes à l'Association des anciens députés de l'Assemblée du Manitoba.

D'anciens parlementaires des législatures provinciales de l'Ontario et du Manitoba ont été reçus à l'Amicale des anciens parlementaires du Québec, dans la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine de l'Assemblée nationale, à Québec, le 1er octobre 2012 pour une séance de travail.

À titre de président de la Fondation pour l'éducation, j'étais heureux de prendre part à la séance au nom de l'ACEP. Cette séance a permis aux associations présentes de communiquer des expériences et des idées pour élargir le réseau et encourager la participation d'anciens parlementaires d'autres provinces canadiennes.

Gilles Morin représentait l'Association ontarienne des ex-parlementaires. Trois collègues du Manitoba ont participé aux réunions et ont accepté d'être les hôtes de la séance de l'an prochain, qui se tiendra à Winnipeg en septembre 2013.

L'accueil était chaleureux, et les réunions bien préparées. L'Association des anciens parlementaires du Québec, représentée par la présidente Carole Théberge et la secrétaire générale Marie Tanguay, est très active sur plusieurs fronts. La réunion a montré que de plus amples discussions seraient très enrichissantes.

Les participants à la réunion étaient, dans la première rangée (de gauche à droite) : Pierre Gingras, vice-président

de l'Amicale; Yvon Bordeleau, directeur; Carole Théberge, présidente; Francis Leblanc, ACEP; Muriel Smith, coordonnatrice des activités de l'Association des anciens parlementaires de l'Assemblée législative du Manitoba. Rangée arrière (de gauche à droite) : Gilles Morin, vice-président de l'Association ontarienne des ex-parlementaires; Marie Tanguay, secrétaire de l'Amicale; Cécile Vermette, présidente sortante de l'Amicale; Linda Asper, présidente de l'Association des anciens parlementaires de l'Assemblée législative du Manitoba; Cliff Evans, secrétaire et coordonnateur du parlement des jeunes de l'Association des anciens parlementaires de l'Assemblée législative du Manitoba.

Les coups bas en politique

La notion de « coup bas » semble bien subjective en campagne électorale, et elle accompagne à merveille les plaintes de pratique déloyale.

Par Harrison Lowman

Les corridors du Parlement résonnent encore des cris de dénonciation des manœuvres déloyales qui auraient influencé le résultat des dernières élections fédérales. Dans l'intervalle, le milieu universitaire et les anciens parlementaires ne peuvent s'empêcher d'examiner de plus près l'expression « coup bas », qu'on utilise à toutes les sauces. Les Canadiens l'emploient pour décrire les gestes controversés qui sont posés en campagne électorale depuis la création du pays. Seulement, les spécialistes s'entendent pour dire que l'expression est devenue ambiguë au 21^e siècle.

De nos jours, qu'est-ce qu'un coup bas?

« La signification exacte de l'expression m'échappe », avoue Lawrence LeDuc, un professeur de sciences politiques de l'Université de Toronto dont les recherches portent sur les partis politiques et le système électoral du Canada. M. LeDuc croit qu'elle est employée par abus de langage. Son sens et sa réception peuvent varier en fonction des moeurs de celui qui l'utilise.

Nombreux sont ceux qui croient que les partis politiques orchestrent eux-mêmes des coups bas à grande échelle. D'autres estiment que seuls les bénévoles qui participent aux campagnes ont recours à ce genre de tactique. L'ancienne députée libérale Colleen Beaumier se rappelle avoir fait du porte-à-porte à Toronto, plus jeune, en suivant ses adversaires à la trace dans les complexes immobiliers.

« Tout le monde le faisait. »

« Lorsque deux ou trois partis faisaient du porte-à-porte en même temps, chacun se remplissait les poches des prospectus des autres candidats, affirme Mme Beaumier. Mais tout le monde le faisait, c'était évident. »

L'ancien stratège des communications du parti libéral Jim Maclean estime que certains médias entrent dans cette catégorie : « À mes yeux, la publicité négative est une forme de coup bas, car elle dévalorise et dégrade la politique et les politiciens de toutes les alliances. »

À l'instar de M. LeDuc, le profes-

seur agrégé de sciences politiques Nelson Wiseman de l'Université de Toronto trouve que la définition d'un coup bas manque de clarté. Il estime que cette notion est subjective, au bout du compte. M. Wiseman croit que l'opinion d'une personne peut changer à plusieurs reprises au fil du temps. C'est donc pourquoi on peut difficilement établir des pratiques électorales modernes légitimes en s'inspirant du passé.

La société évolue

Selon M. Wiseman, « les données n'ont rien à voir avec les mathématiques ou la comète de Halley. La société évolue constamment; les valeurs aussi évoluent et changent. » L'honorable Paul Dick, ancien ministre du Parti progressiste-conservateur, a été aux premières loges de certains de ces changements. Lorsqu'il étudiait en droit au Nouveau-Brunswick, il se souvient avoir distribué des cadeaux aux électeurs pour la campagne électorale du conservateur George Chalmers, député de l'Assemblée législative provinciale.

Le coffre était plein d'alcool

M. Dick raconte que le coffre était plein d'alcool : « Il m'a dit de prendre la voiture et d'aller porter les bouteilles à un endroit donné. C'était la fin de cette époque. » Lorsque M. Dick a été élu pour la première fois en 1972, il avait compris que ces pratiques n'étaient plus tolérables. Il a annoncé à son directeur de campagne qu'il n'allait pas allouer d'argent pour ce genre de cadeaux. « Je lui ai dit que nous menions une campagne électorale, pas une campagne de promotion de l'alcool, et qu'il devait avertir l'équipe de mettre fin à ces activités ».

Le public surveille

L'expérience de Paul Dick corrobore une autre découverte du milieu universitaire politique. Le public s'attend désormais à plus de la part des politiciens. Selon Jon Pammett, professeur de sciences politiques de l'Université Carleton, leurs faits et gestes sont désormais scrutés à la loupe.

En revanche, M. LeDuc croit que le public s'en remet davantage aux organismes de réglementation qui ont pour

mandat de surveiller les politiciens : « Nous savons que des mécanismes sont en place et qu'ils devraient fonctionner. Mais dans le cas contraire, ou si jamais l'intervention n'est pas assez efficace, je crois que les gens sont peu déconcertés. »

M. LeDuc croit que le renforcement récent des mesures de protection est attribuable aux campagnes électorales canadiennes de plus en plus malicieuses. Voici ce qu'il pense des tactiques récentes où « tous les coups sont permis » en campagne : « Au Canada, on cherche à écraser son adversaire à tout prix. Ces pratiques proviennent des États-Unis, terreau fertile des conseillers et des agences de publicité du Canada. »

La négativité, une obsession

L'ancien député libéral John Reid trouve lui aussi que le vent a tourné. Il souligne une obsession de la négativité, qui incite selon lui le milieu à faire des coups bas. M. Reid craint que les électeurs canadiens ne s'habituent à ces nouvelles pratiques déloyales.

« Le véritable dilemme, selon lui, c'est que l'électorat semble l'accepter. Ces gestes corrompent le corps politique et nous empêchent d'agir main dans la main. »

Les coups bas ne sont pas nécessairement synonymes de votes

Selon M. Pammett, les coups bas ont beaucoup moins d'influence que certains pourraient le croire, et les gestes posés influencent peu les résultats de la campagne : « Si un fort attachement lie un citoyen à un parti ou à un candidat, les renseignements erronés risquent peu d'avoir des répercussions majeures. Les citoyens seront peut-être très méfiants si on tente de les faire changer d'avis ou de discréditer le candidat qu'ils appuient. »

Paul Dick convient qu'on prend encore avec un grain de sel ce que la plupart des citoyens considèrent comme étant des coups bas. « À mon avis, les coups bas peuvent être contrecarrés grâce aux sorties et au travail normal sur le terrain en campagne électorale. Rien ne vaut une rencontre en personne. »

Un nouveau membre de l'ACEP médite sur sa carrière au Sénat

Extrait du discours d'adieu de Michael A. Meighen prononcé devant le Sénat

Michael A. Meighen a été nommé au Sénat en tant que progressiste-conservateur en 1990. Dans son discours d'adieu devant le Sénat, il a vanté la valeur de l'administration publique et a demandé aux sénateurs de passer outre les lignes de parti pour le bien du pays.



Michael Meighen.

J'espère sincèrement que mes fils et les autres membres de leur génération commenceront à inverser la tendance qu'ont les jeunes à se désintéresser de l'administration publique et du bénévolat.

Que ce soit à l'échelle du quartier, de la municipalité, de la province ou de l'État fédéral, le Canada aura besoin de votre énergie, de votre optimisme, de vos idées et de vos idéaux au cours des décennies à venir.

Si vous choisissez de plonger dans l'univers de la politique ou de vous mettre au service du public ou d'une collectivité, je peux vous garantir ceci : vous découvrirez que la vie a beaucoup plus à offrir, comme nous le rappelle Wordsworth, que la course à l'argent et aux dépenses.

Voici ce qu'écrivait Arthur Meighen, dans les années 1930, dans son hommage à sir Robert Borden :

Plus heureux encore sont ceux qui, à l'heure où les ombres s'étirent [...] bénéficieraient de la confiance sans bornes de tous ceux qui ont partagé leurs peines et leurs troubles et qui sont en droit d'espérer qu'à la fin, leurs prochains prononceront cette bénédiction aussi simple que sincère : « Il a bien servi son pays. »

La coopération partisane

Grâce à nos partis politiques nationaux, nous avons réussi à trouver des compromis et à nous comprendre. Nous avons

aussi bâti une nation.

Il faut renouveler constamment cette nation, le Canada. Nos partis politiques demeurent le meilleur outil dont disposent les générations successives pour entreprendre ce renouvellement et bâtir le meilleur Canada qui soit.

Je demande aussi à la génération de mes fils de ne jamais perdre de vue la pierre angulaire de notre pays et de son avenir : le partenariat entre les anglophones et les francophones qui nous a unis en 1867. Ce partenariat doit rester au cœur de leurs préoccupations au fur et à mesure qu'ils font progresser le Canada.

En tant que fier partisan, il serait malhonnête de ma part de ne pas dire que la dernière décennie a été déconcertante à certains égards. L'esprit partisan devrait être une façon d'unir et de bâtir, et non de diviser.

Au sujet du Sénat, j'espère que, dans les années à venir, les sénateurs résisteront à la tentation trop facile de tomber dans la partisanerie aveugle à laquelle j'ai moi aussi succombé au cours de ma carrière.

Le Sénat en tant qu'atelier

Comme certains d'entre vous le savent, mon grand-père a siégé en cet endroit spécial pendant une décennie. Il a agi à titre de ministre et de leader de l'opposition au cours de sa carrière de sénateur.

Au cours des années 1930, il a dit que «

la deuxième Chambre devrait être un atelier et pas un théâtre ».

Il a formulé une mise en garde concernant la santé de cette entité. Je le cite : « Le Sénat est inutile s'il ne devient qu'une copie de la Chambre des communes, s'il est divisé en lignes de parti et s'adonne à des débats partisans session après session, ce qui est caractéristique de la Chambre basse. Si le Sénat se permet de remplir cette fonction [...] alors il vaut mieux l'abolir au plus tôt. »

Malgré mes craintes, j'ai également la chance de me rappeler ma contribution à cet endroit et de nombreux exemples où le Sénat a été à son meilleur, en tant qu'atelier ». Selon moi, les meilleurs ateliers de travail au Sénat sont les comités.

Pour conclure ma dernière intervention en tant que sénateur, je ne vais pas citer Arthur Meighen. Je vais plutôt suivre son exemple et m'inspirer de son célèbre et redoutable adversaire, sir Wilfrid Laurier.

En reprenant les paroles de Laurier, le premier et le plus grand premier ministre canadien-français, je souhaite de nouveau transmettre de précieux conseils à mes enfants et aux personnes de leur génération. Laurier a dit :

« Le Canada en premier. Le Canada en dernier. Le Canada toujours. »

Que ces paroles guident chacun d'entre vous au cours des années à venir.



L'honorable John Reid.

Obtenir l'information dont on a besoin

Par John Reid

Les médiateurs traditionnels de notre information sont de moins en moins présents, étant donné la baisse du nombre d'articles dans les journaux. Aujourd'hui, on doit utiliser l'Internet pour trouver ce qu'on a besoin de savoir, mais à qui peut-on faire confiance?

Quand j'étais jeune, dans mon petit village du Nord-Ouest de l'Ontario, nous recevions quatre journaux à la maison : le Winnipeg Free Press, le Winnipeg Tribune, le Toronto Star et le Fort William Chronicle. Il y a quelques années, pour mon anniversaire, un ami m'a donné un exemplaire de la une du Winnipeg Free Press daté du 8 février 1956. On y trouvait 12 manchettes, toutes importantes. De nos jours, lors d'une journée mouvementée sur le plan de l'actualité, il y a peut-être quatre manchettes à la une, y compris les articles « d'intérêt humain ».

Il y avait alors beaucoup de contenu et, en raison de son importance, une bonne partie des nouvelles provenait de l'étranger. Évidemment, à cette époque, la télévision en était à ses balbutiements et tirait ses nouvelles des journaux; même la radio avait recours au fil de nouvelles de la Presse canadienne.

Aujourd'hui, les journaux luttent pour leur survie. La crainte de voir les ordinateurs freiner l'utilisation du papier s'est matérialisée, car la vente d'exemplaires papier de journaux, de livres et de magazines a chuté considérablement.

Nous utilisons maintenant l'Internet pour trouver nos nouvelles et des opinions. Alors qu'auparavant, nous pouvions trouver ce dont nous avons besoin (ou pensions avoir besoin) à un ou deux endroits, maintenant, l'information est dispersée, et nous devons désormais chercher ce que nous voulons.

Les journaux, leurs rédacteurs et journalistes ont déjà été nos gardiens de l'information. Il y avait beaucoup de contenu, mais il était contrôlé. Les quotidiens avaient du caractère, et on pouvait facilement découvrir leur parti pris; mais

puisqu'ils appartenaient habituellement à des intérêts locaux, ils servaient bien leur collectivité, couvraient une grande variété d'événements et publiaient des articles sur de nombreuses personnalités. La présence d'au moins deux journaux dans chacun des grands centres créait également de la concurrence et permettait de surveiller les gardiens de l'information. Or, les villes comptant plus d'un journal – le maintenant figure d'exception en Amérique du Nord, et il y a beaucoup d'autres sources qui se disputent notre attention.

En tant que consommateurs de nouvelles et de médias, nous nous trouvons dans une période intéressante. Les divertissements sont très faciles à obtenir – le problème consiste à trouver une façon de les éviter! Les sources de comptes rendus complets d'informations factuelles se font rares.

Les organismes médiatiques ont déjà réduit considérablement le nombre de journalistes et d'employés de production et ont fusionné la télévision, la radio, les journaux et les magazines (et les journalistes) pour former de grandes organisations. En conséquence, il y a de moins en moins de gens pour faire le travail ardu de recherche et de rédaction des articles. La plupart des articles de « remplissage » dans nos journaux proviennent d'autres pays, habituellement des États-Unis.

Ce qui est publié dans les médias traditionnels est devenu moins cohérent et plus aléatoire. Il n'est guère étonnant que notre mémoire politique et sociale semble si mauvaise; bien des événements sont peu ou pas couverts de façon continue.

On nous dit que de nos jours, les jeunes lisent rarement les journaux et préfèrent explorer ce qui est offert gratuitement dans

les médias électroniques (en particulier les blogues) et regarder ce que leurs amis publient sur les réseaux sociaux. Cela crée un problème : une bulle d'information – on finit par renforcer ses opinions existantes et on est moins susceptible de lire des informations qui peuvent remettre en question ses préjugés.

Comment pouvons-nous obtenir l'information voulue et nécessaire dans les nouveaux médias? Voici quelques idées. Je trouve qu'à certains égards, les versions électroniques des journaux sont plus complètes, actuellement, que les versions papier, et c'est la même chose pour les médias électroniques traditionnels. Bien que beaucoup d'organismes d'information créent des pages de péages en ligne, un abonnement à un journal ou à un magazine conduit généralement à un abonnement électronique également.

Il existe des agrégateurs de nouvelles qui utilisent aussi une variété de sources. Par exemple, Yahoo, Sympatico et certains blogues ont recours à des voix diverses et à de nombreux organismes d'information. On devra peut-être faire un peu de travail de recherche, mais ces sources peuvent remplacer ou, du moins, améliorer l'expérience de consultation des nouvelles.

Dans le nouveau monde numérique, il nous faut de plus en plus trouver nos propres sources de renseignements utiles, en faisant appel à nos amis, à la navigation et à la chance. C'est parfois difficile, puisque nous comptons moins sur les gardiens traditionnels de l'information, mais c'est aussi enrichissant. Pour vous aider à partir du bon pied, voici le site que je consulte souvent. Je vous préviens : cela peut créer une dépendance – www.aldaily.com.

Une expérience explosive au club sportif

Par Geoff Scott



Le premier ministre Louis St. Laurent, à gauche, et le chef de l'Opposition officielle, George Drew, à droite, ont été victimes d'un tir ami dans un club sportif de la région d'Ottawa. Photo de St. Laurent : Bibliothèque et Archives Canada/C-11578.

Photo de Drew : Bibliothèque et Archives Canada/Gaby/C-00071.



L'été 2012 marque en quelque sorte mon propre jubilé – en 1952, j'ai fait ma première rencontre avec la politique fédérale. Et ce fut, assez littéralement, une expérience explosive.

Mon meilleur ami de l'époque ne me laisse pas oublier cet horrible incident. Soit dit en passant, sachez que cet ami de longue date est le célèbre imitateur Rich Little; nous avons grandi l'un à côté de l'autre; nos parents disaient que nous mouillions nos couches ensemble. Voilà pourquoi il n'est pas surprenant que nous ayons décroché ensemble notre premier emploi d'été à l'âge naïf de 13 ou 14 ans : nous avons été embauchés comme débarrasseurs de tables au club sportif exclusif sur le chemin Aylmer, à l'extérieur d'Ottawa. Des gens connus du monde artistique, juridique et diplomatique de la capitale nationale faisaient parti de la clientèle habituelle du club. Et, bien entendu, n'oublions pas la crème de la crème de l'élite politique d'Ottawa.

Une mission spéciale

C'est là que les vaillants débarrasseurs de tables entraient en jeu. Comme nous avions apparemment charmé tout le monde par notre service exemplaire dans la cuisine (malgré nos séances occasionnelles d'imitation primitive des vedettes de radio et de cinéma), on avait décidé de confier à Rich et moi la tâche d'accomplir une mission extra spéciale en ce « jour J » au club sportif.

En effet, un déjeuner politique de haut niveau – très secret, nous avait-on dit – allait avoir lieu à midi sur la terrasse de la piscine en cette parfaite journée du mois d'août. L'événement allait attirer des « invités très spéciaux qui DOIVENT être servis par le personnel du club sans aucun défaut ni incident », nous avait-on mentionné. « Vous, les gars, vous DEVEZ vous montrer d'un professionnalisme exemplaire! », avait ajouté la gérante, qui res-

semblait à la vilaine sorcière de l'Ouest ou à un personnage sorti tout droit d'Alice au pays des merveilles. Nous la connaissions uniquement sous le nom de Mme Malone. (Rich se souvient qu'à la fin de chaque jour, quand le médicament Seagram commençait à faire effet, elle disait « Dieu vous bénisse, mes petits. »)

Entre-temps, dans la cuisine, le commandant du banquet, « Gert », une version féminine d'Archie Bunker au caractère tapageur et aimable, rassemblait ses troupes pour une dernière répétition. « Il n'y a aucune place à l'erreur aujourd'hui », criait Gert, « surtout pas avec la présence du premier ministre et du chef de l'Opposition sur notre propriété! » Pour nous, les débarrasseurs de tables, des noms comme Louis St. Laurent et George Drew n'évoquaient que des noms de gens importants qui venaient s'asseoir tous les jours à la salle à manger ou à côté de la piscine pour boire et manger.

Avant tout, Gert se tracassait pour son dessert. Elle en avait pris la garde avant l'aube. Quand elle a présenté l'énorme bombe de crème glacée, tout le monde a poussé des « oh! » et des « ah ! ». La bombe serait sa pièce de résistance.

Le compte à rebours pour le déjeuner distingué venait de commencer.

Une fois les boissons, les hors-d'œuvre chauds et les sandwiches servis avec succès, on a signalé aux vaillants débarrasseurs de procéder, très lentement et très soigneusement, au précieux dessert. J'étais censé transporter le plateau, alors que Rich allait me guider et m'aider à tenir le plateau. À ce moment-là, nous ne nous préoccupions pas de la question de savoir qui étaient les dignitaires assis à côté de la piscine; nous avions porté toute notre concentration sur la bombe glacée de Gert, qu'il faudrait transporter au ralenti, à pas de tortue.

Tentative pour éviter un danger

À ce jour, Rich et moi ne savons pas qui

a eu l'idée de contourner les trois petites marches en dalles pour emprunter lentement la douce pente à notre gauche. À vrai dire, cela importe peu; sur le coup, nous avons tous deux trouvé que c'était une bonne idée. Or, en l'espace d'une milliseconde, Rich s'est aperçu qu'il y avait un tuyau d'arrosage au bas de la pente qui déversait silencieusement assez d'eau pour rendre le sol aussi glissant que de l'huile.

Je me rappelle avoir senti mes pieds léviter; Rich est tombé presque aussitôt, et la bombe glacée a été projetée vers la piscine. Je vois encore George Drew sauter de sa chaise pour essayer d'éviter, en vain, l'éclaboussure; il y avait aussi un policier de la GRC dont le chapeau de style Boy Scout était enduit de caramel, et on reconnaissait à peine sa tunique écarlate. D'autres agents en civil se bousculaient pour protéger leur charge contre la crème glacée propulsée dans les airs. J'aurai voulu que le premier ministre St. Laurent ou son personnel soit là pour me rassurer qu'il avait évité le missile savoureux.

Assis par terre, tout mouillé et couvert de boue, et absolument terrifié à l'idée de faire face à Gert, Rich – croyez-le ou non – a commencé à rire. Bien entendu, c'était par nervosité, mais que pouvions-nous faire d'autre? Ce n'est que plus tard qu'on nous a reproché, sur un ton choqué et irrité, l'apogée chaotique du déjeuner. Une fois que Gert s'est remise de sa colère apoplectique, on nous a envoyés au bureau de Mme Malon. Dans un état d'euphorie qui n'était pas entièrement attribuable à la bonne santé, Mme Malone s'est contentée de nous dire « Dieu vous bénisse, mes petits », puis nous a congédiés sur-le-champ.

Je peux donc dire en toute franchise que, bien avant mes gaffes électorales, j'ai laissé un souvenir piteux, mais explosif, dans la mémoire de mon tout premier auditoire fédéral! Et mon bon ami Rich en rit encore.

Qu'est-ce qu'on peut bien vous cacher?

Par Peter Mazereeuw
Photo : Harrison Lowman

« L'appareil gouvernemental cherche toujours à divulguer le moins d'information possible. » — Darrell Evans, directeur exécutif de la Freedom of Information and Privacy Association de la Colombie-Britannique

Le gouvernement du premier ministre Stephen Harper a eu droit à un honneur douteux récemment lorsque l'Association canadienne des journalistes a dévoilé le lauréat de son prix annuel de la Loi du silence. Cette récompense témoigne des relations parfois tendues entre le premier ministre et la presse, et vient couronner des années de critiques à l'endroit de l'apparent manque de transparence du gouvernement.

Mais qu'en est-il des gouvernements précédents? Dans un régime démocratique, pourquoi les gouvernements sont-ils parfois obligés de limiter l'accès des médias?

D'après Geoff Scott, qui a longtemps été journaliste à la Tribune de la presse parlementaire avant d'être le député d'Hamilton-Wentworth pendant 15 ans, les gouvernements précédents ont toujours évité d'aborder certains sujets et de s'adresser à certains journalistes. C'était ainsi à l'époque de John Diefenbaker, et même dès les premiers jours de la Confédération.

M. Scott affirme que les premiers ministres ont toujours confié leurs messages à quelques journalistes qu'ils voient d'un bon oeil. Or, très rares sont ceux qui, selon lui, reçoivent aujourd'hui ce genre de traitement privilégié de la part du gouvernement en place.

L'évolution rapide des technologies de communication a également influencé l'attitude du gouvernement à l'égard de l'information. Selon M. Scott, c'est notamment par la force des choses que les premiers ministres seraient devenus plus cachottiers au fil des ans.

Il estime que l'utilisation des médias sociaux et du Web par le personnel politique et les fonctionnaires augmente le risque de fuites incontrôlables.



« Le culte du secret est l'arme la plus redoutable d'un régime dictatorial, mais la transparence devrait être celle de tout système démocratique. »
— Niels Bohr

que le pouvoir politique les retient en quelque sorte... qu'il les empêche d'agir ou de s'exprimer comme ils l'entendent. »

En plus de relâcher son emprise sur la fonction publique, le gouvernement a adhéré l'automne dernier à un partenariat international pour un gouvernement transparent. Son Plan d'action pour un gouvernement ouvert compte 12 engagements qu'il devra respecter d'ici trois ans. Par exemple, il veut accroître l'accès du public aux données brutes traitées par le gouvernement, inciter le public à participer à la réforme réglementaire et lui donner par défaut accès à l'information et aux données gouvernementales, à moins que celles-ci ne soient visées par des critères de non-divulgaration bien précis.

Selon Mme Francoli, ces engagements amélioreront la transparence du gouvernement fédéral, mais pas nécessairement les relations avec la presse. Le choix de l'information à divulguer et la rapidité d'exécution dépendent souvent de considérations pratiques et politiques; c'est ce qu'affirme Ross Reid, sous-ministre de Terre-Neuve-et-Labrador, ancien ministre fédéral des Pêches et des Océans, et ancien directeur de l'Institute for Media, Policy and Civil Society, qui a fermé ses portes.

M. Reid souligne que le traitement des demandes d'information monopolise les ressources gouvernementales et pourrait contribuer aux retards. Il est toutefois d'avis que l'accès à l'information est essentiel à la responsabilisation du gouvernement.

« Pendant des années, les gens se sont évertués à démystifier les règles et les règlements entourant les conflits d'intérêts. Débarrassez-vous de tout cela, et assurez-vous simplement que toute information pertinente soit rendue publique. Le respect des règles ne tardera pas. »

D'après M. Scott, la propension au secret d'un gouvernement dépend habituellement de deux facteurs.

« C'est largement attribuable à la personnalité du premier ministre en poste et au contrôle qu'il exerce sur les fonctionnaires et sur chacun des députés. »

Le premier ministre Harper est généralement perçu comme ayant une forte emprise sur les communications de son caucus. En revanche, son gouvernement laisse une plus grande marge de manœuvre aux fonctionnaires fédéraux, indique Mary Francoli, spécialiste de la transparence gouvernementale de l'Université Carleton.

Selon elle, les lignes directrices sur l'utilisation des médias sociaux par les fonctionnaires que le Conseil du Trésor a diffusées à l'automne dernier laissent entendre qu'une communication accrue entre les citoyens et l'appareil gouvernemental ne pose pas problème, en quelque sorte.

Mme Francoli croit que cette liberté est attribuable aux efforts de la fonction publique, en partie du moins.

« Les fonctionnaires ont l'impression

Une question de pouvoir

« Le secret est le premier élément essentiel aux affaires de l'État. » —Cardinal Richelieu

La culture du secret au sein du gouvernement ne se limite pas au système canadien, et les plaintes à ce sujet ne datent certainement pas d'hier. Le récent scandale Wikileaks illustre bien l'éternelle partie de bras de fer entre les tenants du secret et leurs opposants.

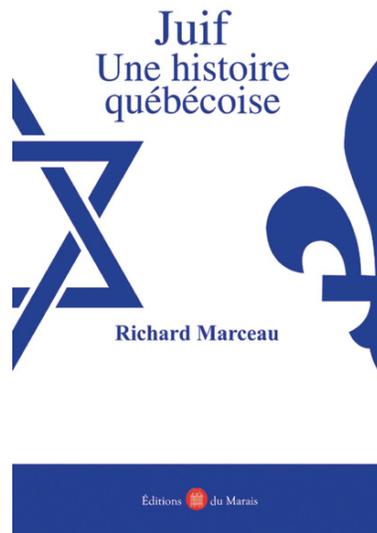
En dépit des efforts de nombreux pays pour limiter la culture du secret, elle continue d'exister et s'est peut-être même accrue, à certains égards, après la mise en place de lois sur l'accès à l'information. Et les politiciens ne sont pas les seuls à favoriser le secret. Dans son rapport au Parlement de 2000-2001, le commissaire à l'information du Canada, l'honorable John Reid, a indiqué qu'après 18 ans, certains grands ministères fédéraux ont encore du mal à appliquer le programme d'accès à l'information du gouvernement fédéral, et une culture du secret est omniprésente au sein de la fonction publique.

La Loi canadienne sur l'accès à l'information a été adoptée en 1983.

La situation n'est pas différente au sud de la frontière. Aux États-Unis, le *Yale Law and Policy Review* a publié récemment un essai de Steven Aftergood, directeur du projet sur le secret gouvernemental à la Federation of American Scientists, qui a écrit au sujet de l'administration Obama :

« Garantir l'accès approprié du public aux renseignements gouvernementaux tout en établissant des limites convenables relativement à l'exercice du secret officiel s'avère être un objectif difficile à atteindre. Les pratiques expansives des dernières années relativement à la culture du secret semblent avoir favorisé une nouvelle approche en illustrant ses coûts involontaires ainsi que ses effets néfastes sur l'efficacité du gouvernement et la confiance du public. »

Alors, pourquoi les gouvernements pratiquent-ils la culture du secret? C'est peut-être John Reid qui l'a expliqué le mieux lorsqu'il a dit, en 1999 : « Les fonctionnaires adorent le secret principalement parce qu'il s'agit d'un outil de pouvoir et de contrôle, et non pas parce que l'information qu'ils détiennent est de nature particulièrement confidentielle. » C'est probablement tout aussi vrai pour la classe politique que pour la fonction publique. -DD



« **Juif - Une histoire québécoise** » par **Richard Marceau**, Éditions du Marais, Montréal, 341 p. 25 \$ (couverture souple) Révisé par Jack Silverstone

Ce livre très agréable à lire, rédigé par Richard Marceau, ancien député du Bloc Québécois, est un compte rendu de l'une des odyssées politiques et idéologiques les plus inhabituelles sur la scène contemporaine canadienne.

Il raconte l'histoire fascinante d'un jeune avocat de la région de Québec, élevé dans la foi catholique, qui est entré en politique puis a subi une profonde transformation spirituelle. Richard Marceau a été député bloquiste de la circonscription de Charlesbourg de 1997, année où il a été élu à l'âge de 26 ans, jusqu'à 2006. Il s'est converti à la religion juive et est devenu activiste professionnel pro-Israël après sa carrière politique sur la Colline.

Au-delà de son titre délibérément percutant, ce livre est un récit personnel émouvant rempli de faits, d'observations et de questions sur la foi juive, sa place dans la société québécoise et la société canadienne et ses relations avec Israël.

L'auteur se livre à une analyse détaillée en plaidant en faveur d'une meilleure compréhension et d'un meilleur soutien relativement à Israël et à la cause sioniste. D'un point de vue historique, en faisant référence à René Lévesque, qui a établi des comparaisons favorables entre les luttes politiques et culturelles d'Israël et du Québec, l'auteur contribue à mon sens à susciter la réflexion. C'est d'autant plus vrai que la po-

Le catholique converti

L'ancien député Richard Marceau s'est converti au judaïsme et est devenu activiste professionnel pro-Israël après sa carrière politique sur la Colline.

sition du vénéré fondateur du mouvement de l'indépendance moderne du Québec est différente de la perspective contemporaine du Bloc Québécois sur le conflit arabo-israélien.

Marceau parle abondamment des difficultés auxquelles il a été confronté au sein de son propre parti lorsqu'il a questionné les membres sur leurs opinions pro-palestiniennes réflexives à la suite de sa première visite révélatrice en Israël, où il a découvert des parallèles entre ce pays minuscule du Moyen-Orient et le Québec.

Il s'agit d'un texte courageux, rédigé par une personne qui a dû faire preuve d'une grande force morale pour prendre les décisions qu'il a prises, tant sur le plan personnel que politique. Défenseur ardent mais toujours raisonnable d'Israël, Richard Marceau raconte les difficultés qu'il a rencontrées lorsqu'il a adopté une nouvelle religion et une nouvelle perspective politique. L'un des chapitres de son livre est même intitulé « Mon coming out »; il s'attaque de front à l'antisémitisme à chaque page!

Le livre, qui a été traduit en anglais, présente des photographies intéressantes de l'auteur posant avec diverses personnalités internationales, dont Mahmoud Abbas. Il contient de nombreuses notes en fin de texte et même un bref glossaire.

Un index aurait été utile, mais cela n'enlève rien à la valeur de l'ouvrage, qui se veut une étude narrative unique et intéressante d'un aspect de la politique et de la sociologie du Québec. Parallèlement, c'est une introduction utile et réfléchie à l'histoire et à la philosophie juive et israélienne.

Rester en contact

Par Harrison Lowman

« Don Boudria et moi avons uni nos efforts pour changer la Loi sur la faillite. Cette loi fait maintenant partie du passé. Il s'agissait d'une mesure législative très importante. »

- Felix Holtman

Felix Holtmann, ancien député conservateur (Manitoba)

Qu'est-ce qui vous a amené à la politique?

Eh bien, je venais du milieu agricole. Je travaillais dans le domaine de l'agriculture et j'avais créé une entreprise d'exportation. J'étais tout à fait frustré des règles à Ottawa concernant l'exportation de porcs canadiens de pure race vers d'autres pays. Ed Lumley, le ministre libéral du Commerce à l'époque, m'a invité à venir à Ottawa afin de discuter de la façon dont nous pourrions améliorer la situation.

Alors, en tant qu'agriculteur et exportateur, je me suis rendu à Ottawa et j'ai expliqué aux politiciens comment on devrait faire affaire au Canada. Ce fut, pour moi, une rencontre fascinante. Par ailleurs, le style d'Ed m'a plu. C'est donc dire que, parfois, en politique, on doit mettre de côté son allégeance politique et suivre le gros bon sens.

Trouvez-vous que, de nos jours, il y a beaucoup trop de partisanerie dans le monde de la politique fédérale?

Comme je ne siège pas aux comités qui s'occupent de tous ces travaux, j'ignore à quel point les échanges prennent un ton acrimonieux. Je suis conscient qu'on ne pourra pas y échapper totalement parce qu'on a des visions différentes quant à la manière de procéder. Tout ce que je peux vous dire, c'est que j'évitais de participer à ce genre de débats; ce n'était pas mon truc.

Lorsque je siégeais du côté du gouvernement et que je devais parler à quelqu'un, j'allais m'asseoir à côté de lui. Les autres n'en revenaient pas. « Mais qu'est-ce qu'il fait de ce côté-ci? » Je parle au député, voilà tout. C'est le gros bon sens.

Quel a été, selon vous, le point saillant de votre carrière politique?

Dans les portefeuilles auxquels j'ai participé, nous avons eu droit à quelques projets de loi très stratégiques.

Le bureau de poste était un des dossiers qu'on m'avait confiés. Le projet de loi visait à rendre cet organisme autonome. Le gouvernement le subventionnait à coups de 600 millions de dollars par année. Laissez-moi vous dire que nous avons dû nous battre contre l'opposition. Nous l'avons également encouragée à accepter l'idée que le gouvernement devait continuer de fournir des fonds. Les petits bureaux de poste dans les régions rurales du Canada

ne comptaient que neuf employés, dont un maître de poste qui gagnait 29 000 \$ par année. Voilà où en étaient les choses.

Un jour, pendant un trajet en voiture, j'ai dit à ma fille : « Tu vois cette case postale communautaire? Au lieu de la livraison à domicile, il y aura une vingtaine de cases postales, et on devra aller récupérer le courrier. » Les gens s'y opposaient catégoriquement; on aurait dit que c'était la fin du monde. Je suis ici pour vous dire que la vie a suivi son cours, si bien qu'aujourd'hui, personne n'en parle. Voyez-vous, il n'est pas facile d'apporter un changement. N'empêche que nous y sommes parvenus.

Il y a un autre grand dossier. Don Boudria et moi avons uni nos efforts pour changer la Loi sur la faillite. Cette loi fait maintenant partie du passé. (Si quelqu'un fait faillite) les travailleurs seront payés en premier, et non pas les banques. C'est le salarié qui est remboursé en premier. Il s'agissait d'une mesure législative très importante.

Comment vous sentez-vous lorsque vous assistez à des réunions comme les AGA et que vous rencontrez d'anciens collègues?

Comme l'a si bien dit Walter McLean (lors de la cérémonie de remise des prix) : « Nous ne pouvons pas jouer un rôle de premier plan pour les gens de notre pays; nous ne devrions pas non plus nous contenter d'un rôle d'arrière-plan. Nous devrions plutôt être à leurs côtés. » Personne parmi nous n'est un expert, mais ensemble, nous avons des idées qui méritent d'être partagées avec d'autres pays et d'autres gens. Et il y a une très bonne camaraderie. Nous devrions peut-être faire preuve de solidarité et ramener la courtoisie au Parlement.

Colleen Beaumier, ancienne députée libérale, élue en 1993 (Brampton)

Que faisiez-vous avant de vous lancer en politique?

Je m'occupais surtout des questions liées aux réfugiés et aux immigrants; je travaillais dans ce domaine, d'une façon ou d'une autre, depuis l'âge de 20 ans. Ce n'était pas du bénévolat organisé; il y avait un besoin, et certains d'entre nous se sont rassemblés pour apporter notre aide. En fait, tout a commencé quand j'avais 17 ans; à cette époque, il y avait des réfugiés de l'Europe de l'Est qui venaient s'installer dans notre ville. Ils avaient besoin de vêtements, de meubles, et c'était quelque chose que j'ai



Colleen Beaumier.

toujours adoré faire.

Pourquoi avez-vous voulu être une députée?

Ce n'est pas moi qui l'ai voulu. Une des communautés ethniques m'a demandé de briguer les suffrages parce que j'avais travaillé avec des réfugiés vietnamiens, pendjabis et sud-américains. Et ils ont voulu que je me présente aux élections. Ils ont dit que j'étais la seule personne qui pouvait défaire l'autre candidat.

Ma plus grande crainte était de gagner. J'avais tellement peur de décevoir tout le monde parce que j'ai un caractère un peu bohème. Je fais toujours ce que je veux quand j'en ai envie. J'étais stupéfaite. Je me disais : « Mais qu'est-ce que je vais faire maintenant? »

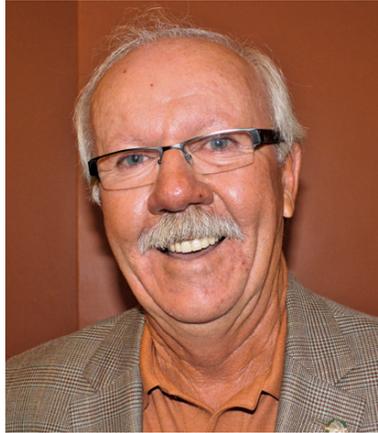
Comment la bohème en vous s'y est-elle prise pour composer avec les règles du Parlement?

Selon moi, Jean Chrétien fut probablement l'un des premiers ministres les plus braves et les plus sages de l'histoire du Canada parce qu'il n'a pas fait preuve d'intransigeance. J'ai présenté le premier projet de loi d'initiative parlementaire devant un comité de la justice depuis, si

« Ma plus grande crainte était de gagner. J'avais tellement peur de décevoir tout le monde parce que j'ai un caractère un peu bohème.

Je fais toujours ce que je veux quand j'en ai envie. »

–Colleen Beaumier



John Macdougall.

« L'Accord sur le libre-échange était, pour moi, la priorité absolue.

Si nous ne l'avions pas adopté, pouvez-vous imaginer où nous en serions maintenant? »

–John Macdougall

je ne trompe pas, les années 1950. Je n'ai jamais été punie pour cela. On ne m'a pas reléguée à l'arrière-plan. En tout cas, je n'ai jamais dû m'en faire.

Quelle a été votre source de motivation pendant votre carrière politique?

Je travaillais dans le domaine des droits de la personne et de l'immigration pour aider des gens qui n'avaient nulle part où aller. Pour bien d'entre eux, j'étais leur dernier recours, et nous nous battions pour les aider. Ce n'était pas très différent de ce que je faisais avant, sauf que maintenant, je semblais avoir de l'autorité.

Quand on se lance en politique, il n'y a qu'une chose dont on peut être sûr : si la chance nous sourit, on peut quitter le poste avec le même sentiment de respect envers soi-même que quand on y est entré. Et ça, personne ne peut vous l'enlever; c'est vous seul qui pouvez vous en défaire.

Maintenant que vous avez quitté l'arène politique, comment occupez-vous votre temps?

J'élève maintenant des chevaux pour les courses hippiques. Mes chevaux se trouvent à Caledon East, et ils courent à Woodbine et à Fort Erie. J'ai eu la piqûre. Quelqu'un avait besoin d'argent parce qu'il traversait une mauvaise passe, et il a proposé de me vendre un cheval. J'ai donc acheté ce cheval, et c'était un vrai gagnant. Depuis, on n'a pas arrêté de remporter des courses. D'ailleurs, elle vient d'avoir un petit!

La cavalière a eu un petit?

Non, le cheval! On s'en fiche des cavaliers; on en trouve à la pelle. Le cheval s'appelle « Real Topsy », et nous avons appelé son petit « Topsy's Magic ». Je m'amuse beaucoup. Je n'arrive pas à comprendre pourquoi on voudrait se lancer en politique quand on peut s'occuper des chevaux.

John Macdougall, ancien député conservateur, élu en 1982 (Timiskaming)

Quelle sorte de vie aviez-vous avant de devenir un député?

Je venais de la circonscription de Timiskaming dans le Nord de l'Ontario. J'ai une expérience dans le domaine du matériel industriel et de l'exploitation minière.

Pourquoi estimez-vous que l'exploitation minière est si cruciale pour le Canada?

Pour moi, c'est la pierre angulaire de notre pays. Les ressources sont d'une très grande importance, et le Canada a toujours été considéré comme un chef de file sur le plan non seulement de la mise en valeur, mais aussi de la sécurité, de la santé au travail et de la protection de l'environnement. Partout dans le monde, dès qu'on dit qu'on vient du Canada, nos interlocuteurs manifestent toujours un intérêt à notre projet de fabrication.

Comment avez-vous exprimé votre passion pour les ressources naturelles dans l'enceinte du Parlement?

Quand je suis venu ici, j'ai commencé par siéger dans l'opposition de 1982 à 1984. Puis, en 1984, j'ai servi mes deux premières années au ministère des Affaires indiennes. Ensuite, le premier ministre m'a demandé de devenir le secrétaire parlementaire à l'Énergie, aux Mines et aux Ressources. Je me sentais dans mon élément. Vous savez, pour quelqu'un qui vient du Nord de l'Ontario, qui a grandi dans une collectivité minière et qui a travaillé dans l'industrie minière, on ne pouvait demander mieux.

Qu'est-ce qui vous a amené à la politique fédérale?

Mon arrière-oncle était un député; c'est donc assurément dans mes gènes. Mais, en même temps, je sentais que j'avais l'responsabilité d'essayer de faire quelque

chose pour améliorer la situation dans le Nord de l'Ontario et, par ricochet, le Canada.

J'ai rencontré John Diefenbaker en 1957, à l'âge de dix ans, et mon rêve était de devenir un député. Mon père et moi étions en train de participer à un rassemblement à l'appui de John Diefenbaker, et j'ai dit à mon père : « C'est que je veux faire plus tard. »

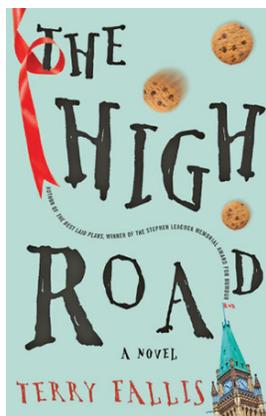
Quel a été, selon vous, le point culminant de votre mandat à titre de député?

L'Accord sur le libre-échange était, pour moi, la priorité absolue. Si nous ne l'avions pas adopté, pouvez-vous imaginer où nous en serions maintenant? Je n'avais pas l'intention de me présenter aux élections de 1988, mais à cause du libre-échange, j'ai changé d'avis. Ce qui est tragique dans le dossier de l'Accord sur le libre-échange, c'est que les gens devenaient émotifs, au lieu de s'en tenir aux faits. Durant cette période, j'ai participé à sept débats. J'ai siégé au comité chargé du projet de loi, puis au comité permanent; je connaissais donc assez bien le contenu de l'accord.

À quoi ressemble votre vie maintenant que vous n'êtes plus dans le monde de la politique?

Eh bien, je suis devenu un golfeur professionnel! Non, pas vraiment. Je travaille avec des sociétés dans le domaine des nouvelles technologies et de l'économie de l'énergie pour la protection de l'environnement. Il y a environ 25 brevets qui sont presque terminés. Selon le sort de ces brevets, ces sociétés veulent envisager la possibilité d'une distribution nord-américaine, et je vais probablement les aider.

Travailler sept jours sur sept, ça ne m'intéresse plus vraiment. Mais je n'ai pas perdu le feu sacré. Et l'idée d'établir toute une distribution nord-américaine, voilà un projet que j'aimerais bien entreprendre.



L'humour en politique n'est pas un oxymore pour Terry Fallis

Grâce à son beau style « excessif », l'auteur réussit à aborder des sujets de manière à nous émouvoir et frapper l'imaginaire de tout ex-parlementaire.

The High Road: A Novel. Par Terry Fallis, McClelland & Stewart, Toronto 352pp. 19,99 \$ (livre de poche). 13,99 \$ (livre électronique). Critique de Peter Adams

The High Road est la suite du roman *The Best Laid Plans* de Terry Fallis (critiqué dans le dernier numéro de *Suite à la Colline*). Le candidat libéral anciennement réticent, Angus McLintock, et son adjoint administratif s'embarquent dans une nouvelle campagne électorale. Les lecteurs auront droit à une campagne plus normale, dans laquelle se côtoient un conservateur célèbre pour sa campagne négative (il est appelé « lance-flammes »), un candidat indépendant de la droite et le NPD.

Il y aura, entre autres, une nomination très contestée d'un député conservateur (qui produit l'Indépendant), quelques bonnes réunions générales des candidats (ponctuées d'audiences partisanses, de questions pièges et d'éléments perturbateurs), une campagne d'installation de pancartes (notre héros utilise des rubans rouges plutôt que des placards), du porte-à-porte et certains jeux politiques amèrement négatifs.

Une partie particulièrement intéressante du roman porte sur la visite du chef au bureau de campagne locale et le débat de l'équipe sur la valeur de telles visites et leur contrôle local/national (« Pourquoi le bouffon ne va-t-il pas ailleurs? »).

Le soir des élections, il en résulte un gouvernement libéral minoritaire et une victoire locale serrée.

Grâce à son beau style « excessif », l'auteur réussit à aborder des sujets de manière à nous émouvoir et frapper l'imaginaire de tout ancien parlementaire.

Après les élections, notre député et son adjoint administratif franchissent de nouveau les différentes étapes du processus parlementaire, mais cette fois-ci, tout se passe du point de vue du gouvernement. Notre héros trouve que le caucus du gouvernement est très différent de celui de l'opposition – non seulement à cause de la salle, mais aussi à cause

de la présence du « personnel subalterne du cabinet du premier ministre ». Je vais laisser au lecteur le soin de découvrir comment notre héros s'y prendra pour changer le premier budget du gouvernement. Une offre surprise à la fin du roman laisse présager la possibilité d'une autre suite.

Une scène mérite d'être mentionnée ici. On décide que le président des États-Unis aurait une réunion informelle avec le nouveau premier ministre chez le député, près de la rivière des Outaouais. C'est avec grand intérêt qu'on lit la description des dispositions en matière de sécurité.

Pour moi, c'était un croisement entre mes souvenirs de la visite de Bill Clinton sur la Coline et ceux de la visite de Jean Chrétien chez moi. Dans le dernier cas, une voisine avait dit qu'en voyant l'arrivée des voitures noires, elle avait cru qu'il y avait des funérailles à la suite d'une mort au sein de notre famille.

Pour revenir à ma véritable personnalité d'ex-parlementaire cynique, je ne puis m'empêcher d'ajouter quelques commentaires d'ordre plus ou moins technique.

En tant qu'ancien président, je désapprouve la référence au Comité de la procédure et des affaires de la Chambre qui est qualifié d'« humble comité permanent ». Le député réticent aurait dû être fier de siéger à un comité si distingué qui rend de précieux services, notamment celui de servir de soupape de sûreté (puisqu'il permet d'évacuer de la vapeur) et de réseau d'égouts au sens figuratif pour la Chambre des communes (puisque tous les dossiers difficiles de la Chambre lui sont renvoyés).

Notre député réticent maîtrise rapidement le Règlement et l'utilise avec efficacité. Toutefois, si son adjoint administratif était aussi bon qu'il l'affirme, il aurait remis le Règlement annoté à un nouveau député de ce calibre. On consulte le premier, mais on lit le dernier.

Parlant de Règlement, je tiens à rappeler aux lecteurs que même si, pour accroître l'effet dramatique, notre héros a dû se

présenter vers la fin du vote crucial pour défaire le gouvernement, les règles exigent que seuls les députés présents au début d'un vote ont le droit de voter.

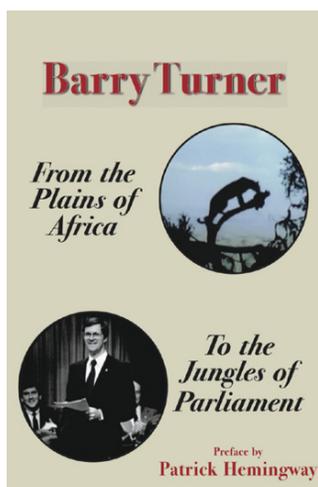
Dans un des passages, l'adjoint administratif compare Ottawa à un énorme hachoir à viande qui prend l'idéalisme pour produire des saucisses à l'autre bout. Bien que ces propos ne soient pas empreints de médisance, je me sens obligé de souligner à mes anciens collègues parlementaires que ces saucisses sont les ex-parlementaires, c'est-à-dire nous.

En tant qu'ancien universitaire hargneux, j'ai trouvé le traitement de l'Université d'Ottawa plutôt flatteur dans les deux romans. J'ai toutefois remarqué que le roman avait fait l'objet d'une critique élogieuse de la part de notre collègue, l'honorable Alan Rock, qui se trouve à être le recteur de cette université.

Par ailleurs, l'auteur et l'adjoint administratif sont tous deux un peu obsédés par le vocabulaire, la grammaire et la syntaxe. Il y a quelques commentaires désobligeants à l'égard du niveau de langue utilisé dans les milieux politiques fédéraux (y compris les nôtres). Je me contenterai de dire à mes anciens collègues parlementaires qu'il nous faut tâcher d'avancer courageusement dans les ténébres, de mettre les points sur les i et d'éviter les erreurs de syntaxe.

Les deux romans de Fallis sont d'excellentes lectures pour quiconque ayant participé aux élections et à la vie politique sur la Colline. Ces romans sont particulièrement évocateurs pour nous, cette petite minorité privilégiée de gens qui ont fini par être élus députés. Toutefois, ils sauront plaire à de nombreuses autres personnes, notamment les candidats et tous les gens qui participent aux associations des partis à l'échelle locale, régionale et nationale sur lesquelles repose notre système électoral.

Je suis reconnaissant envers Will Adams et Alan Brunger pour leurs commentaires au sujet de cet extrait. Peter Adams was a Liberal MP for Peterborough, Ontario.



Une conversion inhabituelle

Par moments, on a l'impression de se retrouver avec Barry dans un bon pub, une bière Tusker à la main, en train de l'écouter raconter une histoire emballante.

From the Plains of Africa to the Jungles of Parliament. Par Barry Turner. Optimum Publishing, 203 pages, 45 \$ (livre relié). 29,95 \$ (livre de poche). Critique de Keith Penner

Barry Turner, cet ancien fonctionnaire et député qui est un défenseur chevronné de la conservation de l'environnement et un aventurier invétéré, a écrit un sacré bon livre sur son parcours, allant de son séjour en Afrique jusqu'à son mandat à la Chambre des communes du Canada.

Dans ce récit au ton intime, Barry nous propose de le suivre dans ses pérégrinations à travers les troupes d'animaux dans la plaine du Serengeti pour le retrouver sous une tente, alors qu'il résiste aux avances d'une comtesse italienne résolue à séduire notre héros.

L'auteur nous fait sentir la chaleur du soleil équatorial et nous décrit de façon alléchante le goût du gibier, consommé après une chasse difficile et dangereuse. Il nous invite à partager son enthousiasme pour l'expérience africaine et son penchant indéfectible pour le continent et les gens qui y habitent. Vous ferez la rencontre de quelques-uns de ses nombreux amis et d'autres personnages fascinants qui accompagnent l'auteur dans ses poursuites et ses escapades qui ne s'adressent pas, comme il serait porté à le dire, « aux peureux ou aux timides ».

Son amour spécial pour la Tanzanie saute aux yeux. On devient si captivé par son travail de garde-chasse qu'on peut facilement oublier qu'on est en train de lire un livre.

Par moments, on a l'impression de se retrouver avec Barry dans un bon pub, une bière Tusker à la main, en train de l'écouter

raconter une histoire emballante. Si, à la fin d'une scène, vous croyez pouvoir le surpasser, il faudra y penser à deux fois. On n'a d'yeux que pour lui.

Une des parties poignantes du livre est la visite de ses parents en Afrique. Le fils, voulant désespérément faire comprendre à ses parents tout ce qu'il ressent, finit presque par les épuiser. Sa mère fait remarquer que dans la première demeure africaine de Barry, il n'y avait pas de cuisinier, pas d'eau et pas même une radio. Toujours est-il qu'à leur arrivée dans son poste de surveillance, Barry prépare des verres, porte un toast, embrasse sa mère et serre la main de son père en guise de bienvenue. Mais sa mère a le dernier mot en disant : « Je suis heureuse que ce soit sa maison, et non pas la nôtre. »

Lorsque l'auteur amène le lecteur à passer de la chaleur intense des plaines africaines à la vapeur produite à la Chambre des communes, le ton du livre change nettement. Ce qui reste, pour Barry, ce sont les découvertes, l'excitation et l'enthousiasme de toute cette aventure. N'importe quel député, élu pour la première fois au Parlement, se souviendra de l'émerveillement qu'il a ressenti en voyant la Tour de la Paix pour la première fois à titre de parlementaire.

Comme c'est le cas pour tout autre député, Barry savoure ses accomplissements, notamment le fait d'avoir sauvé le Mile Circle d'un projet de développement. Il prend plaisir à rencontrer des journalistes et se réjouit des nombreuses occasions de voyage dont jouissent les députés, dans le cadre d'une affectation spéciale ou d'une délégation aux quatre coins du monde, afin de partager des pratiques parlementaires et

démocratiques.

Même s'il est tout à fait faux de croire que les députés ne sont que des phoques dressés qui donnent un spectacle, nous nous sommes tous, un jour ou l'autre, heurtés à un mur – ce qui, selon nous, s'impose ne peut être concrétisé tout simplement parce que le système ne le permettra jamais. Pour Barry, ce moment est venu lorsqu'il a fait la promotion de l'Initiative nationale de la faune. Il s'agissait d'une noble initiative largement appuyée qui visait à créer une taxe désignée afin d'accorder un financement suffisant à notre patrimoine faunique. Cependant, dans le petit univers d'Ottawa, ce n'était pas conforme au statu quo. Si, un jour, on parvenait à changer cette mentalité, le projet de loi qui en résulterait devrait être appelé la Loi Barry Turner.

Chaque parlementaire peut dire, à la manière de Frank Sinatra : « Des regrets, j'en ai eu quelques-uns ». Mais Barry ne chantera pas la suite : « Mais encore une fois, trop peu pour en faire état ». Il ne mâche pas ses mots à propos de la déception d'avoir été défait, d'avoir perdu des nominations et de ne pas avoir été nommé au Sénat. Ces regrets et bien d'autres hantent toujours notre ex-parlementaire.

Barry exprime, en termes vigoureux, son engagement profond et résolu envers la liberté d'expression et conclut en se disant préoccupé de voir que, de nos jours, ce droit est en train de perdre du terrain. Toutefois, la liberté d'expression semble être bien vivante dans ce livre captivant et éloquent.

Keith Penner a été député du Nord de l'Ontario de 1968 à 1988.

Passages politiques

Compilation de Will Stos



L'honorable Harvie Andre

Harvie Andre, ex ministre du cabinet progressiste conservateur du premier ministre Brian Mulroney, a succombé au cancer, le 21 octobre dernier, à l'âge de 72 ans. Député de la circonscription de Calgary Centre de 1972 à 1993, Harvie est né à Edmonton et a fait ses études en génie chimique, d'abord à l'Université de l'Alberta, puis au California Institute of Technology, avant de devenir professeur à l'Université de Calgary.

Après sa victoire à l'élection de 1972, Harvie a été porte parole de l'opposition de divers portefeuilles avant d'être nommé au Cabinet, en 1984, à titre de ministre des Approvisionnement et Services. Au cours des cinq années suivantes, il a tour à tour été ministre adjoint de la Défense nationale, ministre de la Consommation et des Affaires commerciales et ministre de l'Expansion industrielle régionale. De 1990 à 1993, il a rempli le rôle de leader du gouvernement à la Chambre.

La presse l'a décrit comme étant « l'un des hommes de confiance de Brian Mulroney pour résoudre les problèmes, un gars sur lequel le Cabinet progressif-conservateur pouvait toujours compter ». Dans l'hommage qu'il lui a rendu à l'annonce de son décès, Mulroney a écrit : « Il était une force de la nature. Un homme de principe, solide et déterminé, à qui tout réussissait. Voilà qui résume bien la vie d'Harvie et l'immense contribution qu'il a apportée au gouvernement du Canada pendant près d'une décennie, et, par son dévouement et ses réalisations toute sa vie durant, au Canada tout entier ».

À son retrait de la scène politique, Harvie a assumé la présidence de Cresvard Corporation, un cabinet de consultants en planification et gestion stratégiques. Il a ensuite œuvré dans le secteur énergétique, d'abord à titre de président et chef de la direction de Wenzel Downhole Tools Ltd., une entreprise de fabrication d'équipement de forage pétrolier et gazier, puis de président de la Bow Energy Resources Corp., une société d'exploration pétrolière.

Harvie laisse dans le deuil son épouse Joan, ses filles Coryn et Lauren, son fils Peter, ainsi que quatre petits enfants.

Dans l'hommage qu'il lui a rendu, Mul-

roney a exprimé « sa grande admiration pour Harvie et sa profonde gratitude pour ses sages conseils et son dévouement. Il manquera grandement à tous ceux qui ont eu le privilège de le connaître et de l'avoir comme ami ».

L'honorable Lincoln Alexander

Lincoln Alexander, qui a fait plusieurs « premières » dans la vie politique canadienne, est décédé le 19 octobre dernier, à l'âge de 90 ans.



Né à Toronto de parents d'origine antillaise, Lincoln, ou « Linc », comme on le surnommait affectueusement, a été caporal dans l'Aviation royale canadienne durant la Seconde Guerre mondiale. En 1949, il a obtenu un baccalauréat ès arts de l'Université McMaster et, en 1953, un diplôme en droit d'Osgoode Hall.

Élu député progressiste conservateur dans la circonscription d'Hamilton Ouest en 1968, puis réélu en 1972, 1974 et 1979, il a été le premier Noir canadien à devenir député, et le premier également à siéger au Cabinet, à titre de ministre du Travail dans le gouvernement de Joe Clark.

En 1980, Lincoln a été nommé à présidence de la Commission des accidents du travail de l'Ontario et, de 1985 à 1991, il a été lieutenant gouverneur de l'Ontario. Premier Noir à occuper la fonction vice royale au Canada, il a profité de son mandat pour faire la promotion des jeunes et de l'éducation.

Par la suite, Lincoln a été chancelier de l'Université le Guelph, de 1991 à 2007, le plus long mandat de l'histoire de l'institution. En 2006, il a publié ses mémoires sous le titre *Go to School, You're a Little Black Boy: The Honourable Lincoln M. Alexander: A Memoir*.

Dans l'hommage qu'il lui a rendu, l'actuel lieutenant gouverneur de l'Ontario rappelle qu'à « une époque où le racisme était endémique dans la société canadienne, Lincoln a franchi les obstacles qui reléguaient les minorités visibles au rang de citoyens de seconde classe, d'étrangers dans leur propre pays. La vie entière de Lincoln Alexander est un pied de nez à tous ceux qui faisaient rimer compétence et race blanche. Il a combattu la pauvreté et les préjugés pour atteindre des sommets professionnels et

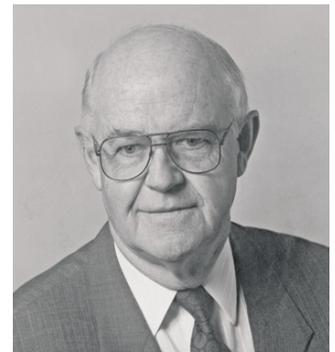
politiques ».

Époux de feu Yvonne Harrison, Lincoln laisse dans le deuil son épouse actuelle, Marni Beal, et son fils Keith Alexander.

James « Jim » Jordan

L'ex député de Leeds-Grenville, Jim Jordan, bien connu à Ottawa et dans sa circonscription pour son charisme bon enfant, a succombé au cancer le 18 septembre, à l'âge de 84 ans.

Enseignant de formation, il a débuté sa carrière à la base des Forces canadiennes de Petawawa, avant de se hisser au rang de directeur et d'inspecteur d'école. Il a été le premier directeur de l'enseignement à la Commission des écoles séparées de Lanark, Leeds et Grenville, poste qu'il a occupé de 1969 à 1985.



À sa retraite du milieu scolaire, il s'est présenté sous la bannière libérale à l'élection provinciale de 1987, sans succès, mais il a été élu à l'élection fédérale l'année suivante. L'administrateur Robin Riel, qui a été recruté par Jim, a rappelé « qu'il était adoré dans le réseau scolaire. Quand il a fait le saut en politique, des centaines d'enseignants lui ont prêté main forte dans sa campagne ».

En tant que député, Jim était reconnu pour son travail acharné dans sa circonscription, où il a fait avancer les dossiers de l'alphabétisme et de l'éducation post-secondaire et défendu les intérêts des personnes handicapées. Personne n'a oublié les efforts qu'il a déployés pour obtenir des fonds du fédéral pour le prolongement de l'autoroute dans sa circonscription.

À sa retraite de la vie politique, en 1997, c'est son fils Joe Jordan qui a pris sa relève. C'est la première fois qu'un fils succédait directement à son père comme député d'une même circonscription. Joe se souvient de son père comme d'une personne « humble qui n'a jamais renié ses origines. Ses gardes de sécurité l'adoraient, tout comme les préposés au ménage ».

Époux de feu Mary et père de feu Paul, Jim laisse dans le deuil six fils, David, Bob, Joe, Tom, Mike et Andy, 15 petits enfants et une arrière petite fille.

La presse a décrit Harvey Andre comme étant « l'un des hommes de confiance de Brian Mulroney pour résoudre les problèmes, un gars sur lequel le Cabinet progressiste-conservateur pouvait toujours compter ». Dans l'hommage qu'il lui a rendu à l'annonce de son décès, Mulroney a écrit : « Il était une force de la nature. Un homme de principe, solide et déterminé, à qui tout réussissait. »

L'honorable Herbert « Herb » Orval Sparrow

Longtemps sénateur libéral de la Saskatchewan, l'honorable Herb Sparrow est décédé le 6 septembre, à l'âge de 82 ans, des suites d'un accident vasculaire



cérébral.

Homme aux talents multiples, Herb était vendeur d'automobiles, dans les années 1950, lorsqu'il a ouvert le Ranch House, le premier restaurant avec service à l'auto de la région de Battleford. En 1958, son restaurant est devenu la troisième franchise canadienne de l'enseigne Kentucky Fried Chicken et la onzième seulement en Amérique du Nord. Après avoir fait l'acquisition de plusieurs franchises dans le Dakota du Nord et à Meadow Lake, Herb s'est lancé dans l'agriculture et l'élevage, l'excavation, l'élimination des déchets, l'aménagement du territoire et même l'extraction d'or. Il était également cofondateur de la première école pour enfants ayant des troubles de comportement de la région de Battleford.

Lorsqu'il a été nommé au Sénat par le premier ministre Lester Pearson, en 1968, Herb a lancé à la blague « Vous devez être riche, séduisant, cultivé et bilingue – comme ils n'ont trouvé personne répondant à ces critères, c'est moi qu'ils ont choisi ».

Pendant presque 37 ans au Sénat, Herb a entrepris une multitude de projets. En 1969, dans le cadre de son travail au sein d'un comité sénatorial spécial sur la pauvreté, il a mené une recherche en se faisant passer pour un itinérant dans un quartier défavorisé de Vancouver et en vivant avec un dollar et demi par semaine et quelques bons d'alimentation.

Sa grande réalisation politique a été la production du rapport Nos sols dégradés : le Canada compromet son avenir, en sa qualité de président du Comité de l'agriculture, des pêches et des forêts. Publié à plus de 50 000 exemplaires, ce rapport, le plus diffusé parmi les rapports de comité, a grandement contribué à faire connaître les dangers de l'érosion du sol.

À son départ à la retraite, Herb était le doyen du Sénat.

Pour ses proches, il restera toujours « un homme d'esprit et de sagesse, de courage et de compassion, d'empathie et d'énergie, d'humour et d'humilité. Un homme qui prêchait par l'exemple et nous encourageait non seulement à défendre ce en quoi nous croyons, mais aussi à ne ménager aucun effort pour améliorer les choses, pour faire partie de la solution et non du problème et pour traiter tout le monde avec dignité, en toute circonstance ».

Il laisse dans le deuil son épouse Lois et de nombreux enfants, petits enfants et arrière petits enfants.

L'honorable John George Lynch-Staunton

Premier chef intérimaire du Parti conservateur, l'honorable John Lynch-Staunton, est décédé subitement d'une crise cardiaque, le 17 août dernier, à l'âge de 82 ans.



Montréalais de naissance, il a tissé des liens étroits avec l'illustre maire de Montréal, Jean Drapeau, d'abord comme conseiller municipal représentant le district de Côte des Neiges, de 1960 à 1974, puis à titre

de vice président du comité exécutif de la ville. En 1968, il a été défait à l'élection provinciale sous la bannière de l'Union nationale. À son retrait de la scène municipale, il est devenu président de John de Kuyper Ltée, une société importatrice de spiritueux, avant d'être nommé à la présidence de la Chambre de commerce de Montréal, en 1985.

Nommé au Sénat par le premier ministre Brian Mulroney en 1990, il y a été leader de l'opposition, de décembre 1993 à 2004. Après la fusion de l'Alliance canadienne et des Progressistes conservateurs en 2003, John a été chef intérimaire du nouveau Parti conservateur durant plusieurs mois. Le premier ministre Stephen Harper se souvient de lui comme d'un « homme de principe et un fervent défenseur du Canada », qui a joué un rôle crucial dans l'unification du mouvement conservateur.

John a pris sa retraite en 2005 et s'est fait élire au conseil d'administration de Stanstead en 2009.

Son collègue du Sénat Jean-Claude

Rivest se souvient de lui comme d'un homme remarquable qui a beaucoup apporté au Sénat et à la ville de Montréal. « Nous avons l'habitude de dire qu'il poursuivait sa carrière municipale sur la scène fédérale. Dès qu'il était question de Montréal, son regard s'allumait. Ne ménageant aucun effort pour promouvoir le développement et la réussite économiques de sa ville natale, il a toujours cru que les francophones et les anglophones pouvaient en arriver à un consensus ».

Son ami John Scott le décrit comme un « homme très brillant, d'une grande générosité d'esprit, quelqu'un qui n'a jamais cessé de s'intéresser à la vie, à la littérature, au théâtre, aux arts et, bien sûr, à la politique ».

John laisse dans le deuil son épouse Juliana de Kuyper, ses fils Mark, Peter et Sean, ses filles Gabrielle et Sophie, ainsi que huit petits enfants.

Gordon Joseph Sullivan

L'ex député libéral Gordon Sullivan, reconnu pour sa modestie et son dévouement, est décédé le 7 octobre dernier, à l'âge de 91 ans, au terme d'une courte maladie.



Natif d'Hamilton, Gordon a obtenu un diplôme de l'Université McMaster en 1944. Trois ans plus tard, après avoir obtenu son diplôme en droit de l'Osgoode Hall, il a ouvert un cabinet d'avocats

avec son frère. Tout au long de sa carrière d'avocat, il a joué un rôle prépondérant dans la création du programme ontarien de certification Smart Serve à l'intention des serveurs de boissons alcoolisées. Il a tenté de porter le cas d'un de ses clients, un homme accusé de conduite avec facultés affaiblies, devant la Cour suprême afin que l'établissement qui lui a servi de l'alcool soit tenu responsable de ses actions.

Élu dans la circonscription de Hamilton Mountain en 1968, Gordon a fait les manchettes comme étant le seul libéral à avoir voté contre l'historique loi omnibus du gouvernement, en 1969. Après sa défaite de 1972, il a été nommé juge, fonction qu'il a exercée pendant plus de 22 ans.

Tout au long de sa carrière dans la magistrature, Gordon s'est fait le champion de l'efficacité judiciaire et a toujours cherché à prévenir les arriérés en cherchant à né-

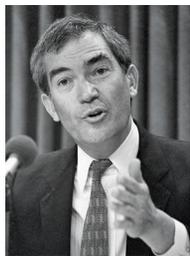
gocier des arrangements avec les avocats avant la tenue d'un procès. Pour cette raison, il est considéré comme un pionnier du système d'intervention préalable au procès de la province.

Gordon était apprécié pour les conseils qu'il prodiguait aux libéraux de la région d'Hamilton. Jusqu'à la fin de sa vie, il assistait avec assiduité aux activités du parti.

Époux de feu Winnifred, à laquelle il a été marié pendant 59 ans, Gordon laisse dans le deuil sa fille Patricia Elvikis, ses fils Michael, Brian, Hugh et Joseph ainsi que de nombreux petits enfants.

L'honorable Robert « Bob » Kaplan

Député libéral pendant longtemps, l'honorable Robert Kaplan, un ardent défenseur de la justice, a succombé au cancer du cerveau, le 5 novembre dernier, à l'âge de 75 ans.



Né et élevé à Toronto, Bob a obtenu un baccalauréat ès arts et un diplôme en droit de l'Université de Toronto et a été reçu au Barreau de l'Ontario en 1963.

Après quelques années de pratique du droit commercial et fiscal, il s'est joint, en 1968, à la campagne victorieuse de Pierre Trudeau à la direction du Parti libéral. Peu de temps après, il a fait son entrée à la Chambre des communes, à titre de député du tout nouveau comté de Don Valley. Défait en 1972, Bob s'est fait réélire deux ans plus tard, cette fois dans le comté de York Centre qu'il n'a cessé de représenter jusqu'à sa retraite en 1993.

Bob a été nommé au poste de solliciteur général durant le dernier mandat du premier ministre Trudeau. À ce titre, il a joué un rôle dans la réorganisation de la Gendarmerie royale du Canada, la création du Service canadien du renseignement de sécurité et la mise en œuvre de la Loi sur les jeunes contrevenants.

Bob a également milité en faveur de la poursuite des criminels de guerre réfugiés au Canada et il a réussi à faire extraditer l'ex nazi Helmut Rauca. Selon Bernie M. Farber, ancien président directeur général du Congrès juif canadien, « ce fut le premier et unique cas d'extradition du Canada d'un criminel nazi aux mains entachées de sang ... [et Bob] mérite qu'on se souvienne de lui pour sa ténacité à s'assurer que justice soit rendue dans l'affaire Rauca ».

L'année suivant son retrait de la vie politique, Bob a été nommé consul général honoraire du Kazakhstan au Canada. Il a également siégé au conseil d'administration de diverses sociétés, dont TV Niagara et European Gold-

fields, et a travaillé activement, à titre bénévole, au sein de la communauté juive de Toronto. Il a également cosigné, avec son épouse, l'ouvrage *Bicycling in Toronto*.

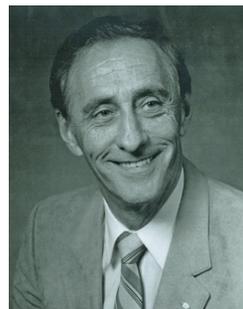
Dans l'hommage qu'il lui a rendu, le chef intérimaire libéral Bob Rae se souvient de lui comme d'un « gentleman, un homme réfléchi et intelligent qui adorait la politique et les débats d'idées ».

Époux de feu Estherelke, Bob laisse dans le deuil ses enfants Jennifer Mia Chown, John David et Raquel Katherine Shulman ainsi que douze petits enfants.

Jacques-R. Tremblay

Décédé le 2 août 2012 à Sorel Tracy, à l'âge de 88 ans, Jacques-R. Tremblay n'a effectué qu'un court mandat comme député fédéral, mais il a eu une carrière bien remplie dans la fonction publique.

Fils du comptable Louis-Philippe Tremblay et d'Annette Chapdelaine, Jacques-



R. a obtenu son diplôme en commerce du Collège du Sacré-Cœur de Sorel avant de suivre un stage de perfectionnement à l'Association des assureurs vie du Canada. Après avoir servi dans l'armée cana-

dienne de 1941 à 1943, il a travaillé pendant deux ans à la Commission fédérale des prix. Il a ensuite été annonceur à la station Radio-Richelieu, puis publiciste traducteur chez Eaton, de 1946 à 1952. Le 12 octobre 1946, il a épousé Éthel Crépeau, à la paroisse Saint Pierre de Sorel.

Durant les années 1950 et 1960, Jacques-R. a travaillé comme planificateur de la production à la compagnie Sorel Industries et comme représentant et gérant à La Prudentielle d'Amérique.

En 1995, Jacques-R. a cofondé la Fédération libérale du Québec et, de 1960 à 1970, il a été organisateur libéral lors de quatre élections provinciales. Élu dans Richelieu Verchères à l'élection partielle du 29 mai 1967, il a néanmoins décidé de ne pas se représenter à l'élection de 1968. Il a plutôt travaillé comme adjoint du ministre fédéral du Revenu, en 1968-1969, avant de devenir coordonnateur régional pour Robert Bourassa, en 1969. De retour à la politique provinciale, Jacques-R. a été élu dans Iberville sous la bannière libérale en 1973, puis défait en 1976.

À son retrait de la vie politique, il a siégé, de 1977 à 1980, à la Commission des allocations aux anciens combattants et, de 1980 à 1985, à la Commission canadienne des pensions. Par la suite, il est

devenu contractuel pour la commission et le Bureau des services juridiques des pensions.

Toujours appelé par le service public, il a été membre du conseil d'administration de la Société franco canadienne de réalisation et de Cinétel, membre honoraire de la Légion royale canadienne et membre des Chevaliers de Colomb de Sorel, du Club Aramis de Saint Jean et du Club Richelieu.

Jacques-R. laisse dans le deuil son épouse, ses enfants, Yves et Louise (Michel Deschênes), sa petite fille Elaine Anne, ainsi que de nombreux parents et amis.

André Bernier



Député créditiste de Richmond Wolfe de 1962 à 1963, André Bernier est décédé le 29 mai 2012, à l'âge de 81 ans.

Né le 29 octobre 1930 à Windsor Mills (Québec), fils d'Albéric

Bernier et de Marie-Ange Mercier, André était comptable de profession avant de faire son entrée à la Chambre des communes, en 1962. Pendant son mandat comme député de Richmond Wolfe, Bernier a mis son expérience à profit au sein du Comité permanent des banques et du commerce. Il a également été membre du Comité permanent des affaires extérieures et du Comité permanent des privilèges et élections.

Au terme de sa carrière politique, André n'a jamais assouvi sa passion pour la politique économique et monétaire. En collaboration avec quelques collègues ex parlementaires, dont les honorables Paul Hellyer et Jack Murta, il a lancé le site Internet Victory for the World qui publie des comptes rendus et de l'information sur les possibilités de coopération internationale pour réformer les systèmes bancaires privés.

Sa famille lui a laissé le message suivant : « Merci pour toutes ces belles années, pour ces nombreux repas autour de la table qui ont su toujours nous garder unis. Maintenant et hors de tout doute, tu peux dire 'mission accomplie'. On se revoit à ta maison de campagne, attablés pour une prochaine discussion ».

André laisse dans le deuil Francine Bouchard, ses fils Jacques, Robert, Yves (Linda Trubiano), Serge (Marie Lyse Rodrigue) et sa fille Diane, ses petits enfants Jezebel, Élodie, Philippe, Guillaume (Raphaëlle Granger), Maxime, Ariane, Edward et Donovan ainsi que son arrière petit fils Loïck.

Paul Langlois

Député libéral durant de nombreuses années, Paul Langlois est décédé le 17

juillet 2012, à l'âge de 85 ans. Né le 4 décembre 1926, Paul a étudié à l'Institut Mont-St-Louis avant d'amorcer sa carrière d'homme d'affaires et d'industriel.



Élu pour la première fois dans la circonscription de Chicoutimi à l'élection générale de 1965, Paul a été réélu en 1968, 1972 et 1974. Il a été secrétaire parlementaire du ministre des Travaux publics, de 1968 à 1969, et du ministre de la Consommation et des Affaires commerciales, de 1969 à 1970.

Au cours de son long mandat parlementaire, Paul a été membre de plusieurs comités permanents et spéciaux et, vers la fin, il présidait le Comité permanent des prévisions budgétaires en général.

N'ayant pas souhaité se représenter à l'élection de 1979, Paul a été nommé à la Commission canadienne des transports où il est resté jusqu'à sa retraite, en 1988.

Ses deux épouses bien aimées, Yolande Langlois (2001) et Ruth Daneau (2011), étant décédées avant lui, Paul laisse dans le deuil ses fils Pierre (Antoinette Stokes) et Michel, ses petites filles Marie Michelle, Émilie et Isabelle ainsi que de nombreux autres proches et amis.

L'honorable Laurier LaPierre

L'honorable Laurier LaPierre, sénateur à la retraite et ancien journaliste et historien bien connu, s'est éteint le 16 décembre 2012, à l'âge de 83 ans.

Né à Lac-Mégantic (Québec), Laurier a obtenu un baccalauréat ès arts (1955), une maîtrise (1957), et un doctorat en histoire (1962) de l'Université de Toronto. Auteur de nombreux ouvrages, dont la biographie de Sir Wilfrid Laurier, encensée par la critique, intitulée *Sir Wilfrid Laurier and the Romance of Canada*, il a également enseigné à l'Université McGill.

On se souviendra de Laurier surtout pour l'émission de télévision d'affaires publiques qu'il coanimait à CBC, *This Hour Has Seven Days*. À la barre de cette émission novatrice souvent controversée qui alternait entrevues, documentaires, analyses et propos satiriques, Laurier a imprimé sa marque en laissant libre cours



à ses passions et ses émotions.

Après une entrevue avec la mère de Stephen Truscott, un garçon condamné à une peine de prison à perpétuité pour le meurtre d'une jeune ontarienne, Laurier, ému aux larmes, a dit aux téléspectateurs qu'un projet de loi visant à abolir la peine de mort était à l'étude au Parlement.

Trois semaines plus tard, son co-animateur, Patrick Watson, apprenait l'annulation de l'émission et le non-renouvellement de leurs contrats. « Certaines personnes à la direction de CBC ont été profondément choquées par son comportement », d'expliquer Watson, « mais le public avait adoré — les téléspectateurs ont eu le sentiment d'avoir un être humain devant eux. Il y avait en lui un mélange fascinant du journaliste et historien sérieux qu'il était et du contestataire enjoué qui cherchait à bousculer les conventions et l'immobilisme; il était capable de passer d'un registre à l'autre dans une même entrevue, avec une habileté et une grâce remarquables ».

Vers la fin de sa vie, Laurier a milité au sein du mouvement EGALE, un groupe de défense des droits des homosexuels et lesbiennes. Il a été le premier sénateur à dévoiler son homosexualité dans les années 1980, après sa nomination à la Chambre haute par le premier ministre Chrétien, en 2001. Il a exercé sa fonction de sénateur jusqu'à ce qu'il atteigne l'âge de la retraite obligatoire, en 2004. À l'élection de 1968, il s'était présenté dans la circonscription de Lachine (Québec) sous la bannière néo démocrate, mais sans succès.

À sa retraite, nous l'avons accueilli à bras ouverts dans l'équipe éditoriale de Suite à la Colline.

L'ancien vice président de CBC, Richard Stursberg, a décrit Laurier comme un « grand patriote [qui] n'a jamais cessé, tout au long de sa vie professionnelle, de croire en l'importance du Canada et en son étonnante culture. Il vivait pour une seule chose : nous rappeler à tous qui nous sommes et nous encourager à célébrer notre unicité à travers ce vaste monde ».

Laurier laisse dans le deuil son conjoint, Harvey Slack, et deux fils issus d'un mariage antérieur.

Nunzio (Nick) Discepola

Député libéral durant de nombreuses années, Nick Discepola a succombé à un cancer du pancréas le 21 novembre 2012, quelques jours avant son 63^e anniversaire.

Né à Volturara Irpina, en Italie, il

a immigré au Canada à l'âge de neuf ans. À l'école secondaire, il était fervent d'athlétisme et très actif au sein du conseil étudiant.

Nick a obtenu un baccalauréat ès sciences (1972) et une maîtrise en administration des affaires (1977) de l'Université McGill. Doué en informatique, il a travaillé comme spécialiste chez Bell Canada et au gouvernement fédéral avant de fonder, dès l'âge de 26 ans, sa propre entreprise de haute technologie, N.D. Computer Resources.



Conseiller municipal un certain temps,

puis maire de Kirkland (Québec), de 1989 à 1992, il a supervisé la construction de l'hôtel de ville et de la bibliothèque de la municipalité. Sam Elkas, son prédécesseur à la mairie, a dit qu'il a eu « beaucoup de plaisir à travailler avec Nick qui s'est imposé comme chef de file dès le début de sa carrière. Il a beaucoup apporté à la région. Il nous a fait profiter de son expertise des affaires. Il adorait les défis et abandonnait rarement une bataille avant d'avoir obtenu ce qu'il voulait pour ses électeurs ».

En 1993, il s'est lancé en politique fédérale en se faisant élire dans la circonscription de Vaudreuil (devenue Vaudreuil Soulanges), siège qu'il a conservé jusqu'à sa défaite, en 2004.

Lorsqu'il a appris qu'il avait le cancer, en 2008, Nick a voulu faire profiter les autres de son expérience avec la maladie et de celle de son épouse, qui s'est battue contre une rare forme de cancer du sang, en réclamant avec vigueur la mise en place d'un programme national de couverture des médicaments onéreux. On peut lire le compte rendu de Nick sur le coût exorbitant de cette maladie sur le site <http://www.fairtreatment.ca>.

« Il a donné un sens aux termes « entêtement » et « persévérance », rappelle son frère Marino Discepola. « Le plus important pour lui, c'était sa famille ».

Nick laisse dans le deuil son épouse Mary Alice, ses enfants Lisa (Marc Price), Laura (Daniele Vassallo), Michele (Andrea Webb) et Marco ainsi que ses petits enfants Chiara, Gianluca et Natalya.



Keith Penner.

Le pouvoir politique De quoi s'agit-il et qui le détient?

Par Keith Penner

« Il n'est pas vrai que les personnes dans ma situation ont le pouvoir; tout ce que nous avons, c'est la responsabilité. »

Robert Caro, auteur de l'ouvrage publié en trois volumes, *Years of Lyndon Johnson*, s'est un jour fait demander quelle était sa définition du pouvoir politique. Sa réponse fut maladroite. De toute évidence, il est plus simple de décrire l'utilisation du pouvoir politique que dire de quoi il s'agit.

L'auteur a été en mesure de montrer comment Lyndon Johnson a usé de son pouvoir pour réussir à faire adopter le Civil Rights Bill de son prédécesseur par le Congrès, mais n'a pas été capable de mettre un terme à la tragique mésaventure militaire en Asie du Sud-Est.

La notion de pouvoir politique, comme une anguille visqueuse, est insaisissable et difficile à cerner. En tant que député, je savais que je ne possédais aucun pouvoir politique, mais j'avais la conviction que ce pouvoir se trouvait sur les premières banquettes. Les ministres en étaient moins certains, mentionnant les contraintes venant des hauts fonctionnaires, du conseil des ministres et du cabinet du premier ministre. Les premiers ministres, quant à eux, pourraient bien citer Winston Churchill, qui disait : « Les directeurs d'école disposent de pouvoirs dont les premiers ministres n'ont jamais été investis. »

Se pourrait-il alors que le pouvoir politique sorte des assemblées législatives pour se retrouver dans les rues? On s'illusionne si l'on croit une telle chose. On ne peut jamais prédire le résultat d'une manifestation.

Une fois le Printemps arabe terminé, en Égypte, les manifestants se sont retrouvés devant un triste choix : un peu plus ou un peu moins de la même gouvernance dominatrice ou la menace de la théocratie et de la perte de beaucoup de libertés individuelles. Par une faible majorité, ils ont choisi la deuxième option; il ne reste qu'à espérer que l'issue de ce choix s'avérera paisible.

Dans certains pays, la quête des charges publiques et la promesse du pouvoir politique ne servent ni plus ni moins que des intérêts personnels. Le général américain H. R. McMaster, spécialiste des questions militaires, est récemment revenu d'Afghanistan, où il a passé 20 mois. Il souligne que l'abus de pouvoir par les titulaires de charges publiques prive l'Afghanistan d'un revenu dont elle a grandement besoin, mine le principe de la primauté du droit, réduit l'efficacité des institutions publiques et sape la confiance du public à l'égard du gouvernement. Pour certains, le pouvoir politique et la corruption sont inéluctablement liés.

Tous les synonymes habituels de pouvoir

semblent chercher à cerner le concept, sans jamais le saisir. On définit le pouvoir par des termes comme autorité, contrôle, influence, commandement ou maîtrise. Tous ces termes y sont en effet associés, mais... C'est un peu comme si pour définir le mot « balle », le dictionnaire vous donne le mot « sphère », et que lorsque vous cherchez « sphère », vous trouvez « balle ». Très bien, mais encore?

La tâche de définir ce qu'est le pouvoir politique était donc devenue un véritable défi. Après d'intenses recherches, une formule savoureuse fut finalement découverte. La trouvaille provenait d'une source inattendue. Il s'agissait d'une déclaration faite par l'ancien président de la Banque Royale du Canada. Au cours d'une entrevue, feu W. Earle McLaughlin, répondit à une question en déclarant : « Il n'est pas vrai que les personnes dans ma situation ont le pouvoir; tout ce que nous avons, c'est la responsabilité. » Puis il poursuivit : « Seuls les politiciens et les fonctionnaires parlent de pouvoir. J'aimerais que les politiciens remercient les électeurs de leur avoir redonné la responsabilité. »

Keith Penner a été député du Nord de l'Ontario de 1968 à 1988.



La délégation de l'ACEP en visite d'étude en Cappadoce.



Le guide Moustapha et Léo Duguay.



Wilbert et Anne Keon.



Francis LeBlanc en Cappadoce.



Gabriel Fontaine et son épouse, Renée Allen.



Audrey McLaughlin et Raymond Setlakwe.



Cartouche : Anne Keon et Marlene Shepherd dans une usine de tapis en Cappadoce.

En bas : Mike Kruger, Sandra et Paul Hellyer.



Dîner d'adieu à Istanbul : Ron Irwin, Francis LeBlanc, Marlene Shepherd, Midge et Frank Philbrook, ainsi que Wilbert Keon.



Ron et Marlene Catterall, Sandra et Paul Hellyer, ainsi que Andrée Allen.

Appuyez la jeunesse canadienne.

La Fondation pour l'éducation de l'Association canadienne des ex-parlementaires a besoin de votre aide dans les efforts qu'elle déploie pour promouvoir les valeurs démocratiques et la participation parmi les jeunes Canadiens et les jeunes parlements à l'étranger.

Comme la Fondation est une œuvre de bienfaisance enregistrée, tous les dons donnent droit à un reçu pour fins d'impôt. Vous pouvez soutenir la Fondation en faisant un don sur www.exparl@parl.gc.ca ou en envoyant un chèque à l'ordre de la Fondation pour l'éducation de l'ACEP à l'adresse suivante :

**Association canadienne des ex-parlementaires
Chambre des communes
C.P. 1,131, rue Queen
Ottawa (Ontario)
K1A 0A6**

Si vous avez des questions ou des commentaires, n'hésitez pas à téléphoner au bureau au **613-947-1690** ou au numéro sans frais **1-888-567-4764**.



**Rendez-vous à
l'assemblée générale
annuelle
qui se tiendra à Ottawa
ce printemps à compter
du 9 juin 2013.**